

# La voix de l'opposition de gauche

**Le 16 mai 2017**

## CAUSERIE

Face à la menace brandie et répétée par Macron d'amplifier la loi El Khomri, un seul mot d'ordre : Grève générale illimitée jusqu'à l'engagement écrit de ne pas modifier le code du travail en faveur des capitalistes, abrogation de la loi El Khomri!

A bas les journées d'action, à bas la collaboration de classes, à bas le dialogue social, aucune relation avec Macron, combat classe contre classe jusqu'à la chute du régime !

Au fait, comment doit-on caractériser un régime qui entend court-circuiter le Parlement dès le lendemain des élections législatives ? Un régime totalitaire.

Avis à ceux qui envisagent de le ménager, qui envisageraient de négocier quoi que ce soit avec Macron, de lui envoyer des délégations de travailleurs pour connaître ses réelles intentions, ils se placeraient eux-mêmes du côté des ennemis de la classe ouvrière. Et ne vous fiez surtout pas à ceux qui affirment qu'il ne faut rien lâcher...

## Petites histoires indiennes pour se détendre un peu.

Même température qu'hier, 47°C à l'ombre. J'ai enlevé les carters de l'ordinateur et j'ai placé le ventilateur sur le côté pour le refroidir, du coup c'est moi qui cuis ! Le courant est mauvais, entre 190 et 200 volts, je dois attendre qu'il atteigne au minimum 200 volts pour remplir le réservoir d'eau et ne pas griller le moteur ! Bon, cela m'a obligé à me lever et à faire l'aller retour jusqu'à l'interrupteur à l'extérieur de la maison une dizaine de fois dans la matinée, je n'ai pas grogné parce que c'était bon pour mes jambes ! Il faut penser à tout, c'est fortement recommandé ici.

Je vais avoir un autre voisin. Un jeune couple avec des enfants, un peu moins pauvre que celui situé en face de chez moi, quoique, il possède un petit camion mais cela doit faire vivre au moins une dizaine de personnes, donc ils sont aussi pauvres ou presque. Ils n'ont ni l'électricité ni l'eau sur leur terrain, ils m'ont demandé si je pouvais leur fournir de l'eau le temps de la construction de leur petite maison (donc pendant plusieurs mois) et je n'ai pas pu leur refuser évidemment. Ils ont installé 5 barils en plastique pouvant contenir 150 litres d'eau à 5 mètres de la grille d'entrée et je les remplis à l'aide de mon tuyau d'arrosage. Ils m'ont proposé de me verser quelque chose pour les frais d'électricité, on verra cela plus tard leur ai-je dit. Le frère de ma compagne (Selvi) m'a dit que j'aurais dû refuser, et je sais que mon voisin n'aurait pas osé demander un tel service à un Indien, entre eux ils ont des rapports vraiment pourris ou très durs, c'est souvent une source d'emmerdements il faut dire. Moi je suis toujours prêt à rendre service, c'est ma vocation, mais si on abuse de ma gentillesse, je romps les relations sur le champ et généralement je préviens les gens à l'avance.

Dans la vie quotidienne, je me comporte comme en politique, je ne sais pas ce que c'est que de jouer un double rôle ou de tenir un double langage, je tiens à avoir une rectitude morale sans faille, par principe, c'est ce qui détermine ma personnalité, comme quoi sur le plan psychologique je suis plutôt équilibré, n'est-ce pas ?

J'ai prêté mille roupies au jeune couple d'en face de chez moi parce qu'il n'avait pas assez d'argent pour faire face aux aléas de l'existence, il me les rendra à la fin du mois au moment de la

paie. La femme vient régulièrement se fournir en eau chez moi, là aussi je ne peux pas lui refuser, le point d'eau est à plus de 50 mètres de chez eux, à 80 mètres de mon nouveau voisin. La plupart des Indiens ont des conditions de vie très difficiles ou épouvantables, en France on ne les supporterait pas. C'est aussi pour cela que la violence est omniprésente en Inde, ils peuvent s'emporter au quart de tour, ils le savent et le craignent, donc généralement ils sont calmes, mais ce n'est qu'une apparence.

Depuis déjà une dizaine de jours, une partie du village où habite le frère et la soeur de Selvi est privée d'eau, du coup ils nous donnent tout leur linge à laver. C'est moi qui fais les machines à laver et étend le linge, et c'est Selvi qui le plie. On leur rapporte deux jours plus tard, ils habitent à 2,5 kilomètres de chez nous, sur le chemin du boulot à Selvi. C'est moi qui paie la lessive, mais bon, ils sont plus pauvres que moi !

Donc voilà, pendant que j'écris ou formate ces causeries, je dois m'occuper d'un tas de choses en même temps, sans oublier les chèvres !

Passons à notre affaire.

### Une pure coïncidence, qui oserait en douter ?

Les banquiers du groupe Bilderberg s'installe au pouvoir en France, après Macron, le Premier ministre qu'il vient de nommer, Édouard Philippe, a participé à la dernière réunion annuelle du Groupe de Bilderberg en 2016, à Dresde en Allemagne.

Vous avez le droit de vous inquiéter au plus haut niveau.

Au passage, je tiens à préciser que mon soutien à FI jusqu'aux législatives est conditionné à l'état d'esprit des travailleurs qui ont rejoint ce mouvement. Si je m'apercevais que la majorité d'entre eux percevaient les déclarations de Mélenchon comme une trahison de leur engagement fortement teinté d'illusions et qu'ils décidaient de le désert, je les suivrais ou je retirerais mon soutien à FI qui n'aurait plus aucune raison d'être. Ce n'est pas une question de principe, mais de cohérence politique, vous comprenez.

Ensuite, à quoi servirait-il de leur conseiller de s'orienter vers tel ou tel parti puisqu'ils sont malheureusement tous décomposés et corrompus. On pourrait se dire que ce serait mieux que rien ou cesser de militer, sauf que ce serait oublier un peu vite ou ignorer que les dizaines de milliers de travailleurs qui se sont un jour engagés dans un de ces partis ont effectivement cessé de militer par la suite, tout du moins sur le plan politique ou dans un parti, j'en veux pour preuve leur effectif respectif famélique et les nombreux témoignages que m'ont adressé d'ex-militants ces dernières années.

Les militants, cadres et pourquoi pas les dirigeants qui partagent l'essentiel de mon analyse devraient se rassembler pour fonder un nouveau parti ouvrier révolutionnaire, mais apparemment cela semble impossible, ne les intéresse pas, ils ne le souhaitent pas, ils sont heureux comme ils sont ou ils se satisfont de la situation, tant pis, ils se condamnent eux-mêmes (et nous avec, l'humanité entière) à subir ce qui les attend sans que l'ombre d'une issue politique ne pointe à l'horizon, jamais, autant qu'ils en prennent conscience dès maintenant, ce suicide politique marquera la fin de tout espoir de voir un jour le socialisme se réaliser, condamnant la civilisation humaine à vivre désormais et indéfiniment jusqu'à son extinction dans le chaos, la guerre et la barbarie.

Si pour avoir raison à tout prix ou ne pas avoir à se déjuger c'était leur choix, on ne disposerait plus d'aucun argument pour les amener à faire preuve de davantage de discernement ou de rigueur intellectuelle et morale, toute discussion entre nous deviendrait inutile. Pour en manquer

singulièrement, ceux qui se sont embarqués dans l'aventure avec Mélenchon ne vont pas tarder à en faire les frais et le prix à payer sera très cher, car la plupart d'entre eux ne s'en remettront jamais, comme tous ceux qui sont passés par les différents courants trotskystes notamment, ils sortiront brisés de cette expérience, là aussi je possède pas mal de lettres qui en témoignent et c'est bien triste.

Habituellement ou par nature nous sommes optimiste, mais s'il arrive un moment où une sombre et dramatique perspective se dresse inexorablement devant nous, nous sommes bien obligé d'en prendre acte.

Vous allez peut-être penser que cela doit être difficile de vivre en étant parvenu à cette conclusion, en effet, mais personnellement je demeure disponible pour participer à toute nouvelle expérience qui verrait le jour, sérieuse évidemment, comme quoi l'espoir aussi ténu soit-il ne disparaîtra jamais, parce que l'idéal que nous portons repose sur des bases objectives et historiques, sinon il n'aurait jamais pu germer dans la tête des hommes et s'y ancrer profondément.

Le monde est fou quelque part, et cette folie s'est emparée de nous. Et le problème, c'est que nous refusons obstinément d'en convenir, nous sommes pris dans cette spirale infernale et nous ne parvenons pas à prendre nos distances avec, notre manque de volonté et de modestie nous perdra.

Quand notre engagement politique se caractérise par un manque de cohérence et de multiples contradictions, il est condamné ou ne servira à rien. C'est un peu ce qui arrive à Maduro au Venezuela qui n'ont pas voulu aller au bout de la logique qui imposait de rompre avec le capitalisme et de s'attaquer au pouvoir de l'oligarchie qui finira par avoir sa peau, il ne le peut pas davantage que Chavez de par la nature de son régime qui ne tient que grâce au soutien de l'armée qui en dernier lieu est la garante des institutions et du capitalisme, il en est prisonnier et en périra comme bien d'autres avant lui pour ne pas avoir adopté résolument le socialisme.

Il en va ainsi des militants qui veulent ménager leurs idées acquises, leurs dirigeants, leur parti, ils ne tiennent pas à les remettre en cause, ils s'y accrochent désespérément, alors qu'elles sont désuètes ou qu'ils ne le méritent pas, ils connaîtront le même sort, c'est une certitude.

### **A cause de la survie du capitalisme ils auront le droit à la peste et au choléra.**

- Le choléra a fait au moins 115 morts à Sanaa au Yémen - Reuters

L'état d'urgence a été décrété à Sanaa, la capitale du Yémen contrôlée par les milices chiites houthies, en raison d'une épidémie de choléra qui y a fait au moins 115 morts, selon un bilan fourni communiqué lundi par l'agence de presse yéménite Saba. Reuters 15.05

### **Le même modèle totalitaire privant les peuples de tout droit politique doit s'imposer partout où les conditions sont réunies.**

Primaire socialiste en Espagne: Sanchez promet un virage à gauche - AFP

### **Parole d'internaute.**

- *"Nous sommes prisonniers du " toujours plus". Toujours plus de pouvoirs, plus de puissance, celui de l'argent. La volonté de puissance est une des grandes faiblesses humaines, elle ne connaît pas de limite. Tous ceux qui résistent sont discrédités, méprisés, traités de populistes ou de fascistes.*

*La grande crainte des puissances de l'argent c'est la prise de conscience des résistants de tout bord qui sont majoritaires. Mais par leurs divisions idéologiques, leurs accusations mutuelles, les peurs réciproques, ils sont incapables de faire barrage à la montée grandissante et dramatique des puissances de l'argent qui ont perdu toute considération humaine du monde et capables de le détruire.*

*Le dieu argent, les adorateurs du veau d'or, nous imposent des "sauveurs", des narcissiques dépourvus d'empathie, très doués, mais idiots utiles, pour nous tromper et nous imposer leur dieu comme seule référence."*

Excès de pouvoir et manque de discernement vont de pair généralement.

Les "puissances de l'argent" n'ont pas "perdu toute considération humaine du monde", elles n'en ont jamais eu, ce n'est pas du tout pareil. Vous leur accordez une vertu qu'elle n'ont jamais eu, votre interprétation de l'histoire est défectueuse ou romanesque, c'est la preuve que quelque part vous cultivez encore des illusions dans ceux qui détiennent le pouvoir, cela vous perdra si vous ne parvenez pas à vous en séparer.

Et oui, dans la vie, beaucoup plus souvent qu'on ne le pense on doit rompre avec certaines croyances qui sont infondées ou ne correspondent pas à la réalité. On en est bourré, y compris les militants et surtout les intellectuels.

### **C'est une obsession.**

Hier soir j'ai profité que ma compagne Selvi n'était pas là et que la sono du temple hurlait m'empêchant d'écouter de la musique en sirotant mon cocktail du soir, pour réfléchir posément à notre affaire.

Si Macron désignait un Premier ministre issu de LR, ce serait pour affaiblir LR après avoir cassé le PS, parce que dans l'état actuel des choses il est convaincu que son parti n'obtiendra pas la majorité absolue à l'Assemblée nationale, ce qui viendrait ternir ou contrarier sa victoire. Ce serait donc un moyen pour espérer diviser LR et passer devant, car qui plus est, Macron n'est pas du tout certain que les élus du PS feraient le compte pour obtenir une majorité absolue. Or une cohabitation avec LR rappellerait trop le fonctionnement de la Ve République avec lequel il veut tourner la page pour instaurer un régime totalitaire à l'américaine.

Cette majorité absolue est le point faible et une obsession pour Macron et ses parrains, il faut dès lors axer notre combat politique contre Macron et son parti pour les briser, les faire tomber. En même temps recourir à un Premier ministre issu de LR ne manquera pas de témoigner de son ancrage à droite ainsi que le PS, c'est une faille dans leur dispositif qui témoigne de leur faiblesse parce qu'ils sont ultra minoritaires dans le pays, qu'il faut exploiter à fond, dès lors tous ceux qui le soutiendront seront catalogués à droite, ce qui signifiera que les partis qui se partagent le pouvoir sont tous de droite et que ceux qui seraient à gauche n'y figurent pas, ce qui permettrait aux travailleurs de se reconnaître uniquement dans le ou les partis qui ne figurent pas au gouvernement ou qui ne le soutiennent pas, ce qui pourrait favoriser leur radicalisation et leur mobilisation contre le gouvernement qui se retrouverait totalement isolé.

Suite ce matin après avoir "appris" que Macron avait nommé Premier ministre Édouard Philippe issu de LR.

Ce pourrait être un Premier ministre éphémère ou par intérim jusqu'aux législatives seulement, la suite le dira.

Le PS s'apprête à se poser en recours contre le gouvernement de "droite" de Macron, ils osent tout après avoir soutenu Macron ! Personne n'est dupe. Vous avez le droit de tirer sur l'ambulance pour l'achever.

A force d'en appeler à une "cohabitation nécessaire" avec Macron, Mélenchon est en train de briser l'espoir inconscient qu'il avait fait naître dans la tête de millions de travailleurs. Ce carriériste est d'un sinisme sans borne. Il est prêt à se fondre dans les institutions de la Ve République, ce qu'il n'a cessé de faire depuis près de 40 ans.

Qui peut imaginer un instant un Premier ministre proposer à Macron l'abolition de la loi Macron ? Poser la question à ceux qui soutiennent Mélenchon devrait les déstabiliser et leur montrer à quel point si leur démarche est sincère et honnête, ce n'est pas le cas de celle de ce charlatan.

### **En oligarchie macrocéphale**

(Macrocéphale : qui a une grosse tête)

#### **Aduler par les élites**

- Emmanuel Macron : les bons points du Cercle des économistes - [lepoint.fr](http://lepoint.fr)

Des économistes du cercle de réflexion ont vanté les mérites du projet du nouveau président, lundi, lors d'une conférence de presse.

« La réponse de Macron au problème central macroéconomique de la France est cohérente. » Voilà ce que pense le directeur de la recherche économique de Natixis, Patrick Artus (chroniqueur du Point.fr) du programme du nouveau président. Il n'a pas été le seul à lui distribuer des bons points, lundi 15 mai, lors de la conférence de presse intitulée « Un nouveau président, et après ? » organisée par Le Cercle des économistes, le think tank qui supervise, chaque année, les rencontres économiques d'Aix-en-Provence.

Malgré leurs sensibilités différentes et quelques critiques, Philippe Aghion (professeur au Collège de France), Agnès Benassy-Quéré (Conseil d'analyse économique), Claire Waysand (Inspection générale des finances), Christian Saint-Étienne (Conservatoire national des arts et métiers) et Jean-Hervé Lorenzi (président du Cercle des économistes) ont tous dressé un tableau plutôt flatteur de la politique économique proposée par le nouveau chef de l'État, au point de prêter le flanc à l'accusation de pensée unique. « Le programme de Macron a été fait par plein d'économistes dans tous les sens, et ça se voit car il y a un certain consensus dans la science économique », explique l'un d'eux pour justifier un tel unanimité. [lepoint.fr](http://lepoint.fr) 15.05

#### **Le monarque et sa cour.**

- Equipe élyséenne : les premiers nommés - [liberation.fr](http://liberation.fr)

C'est à lui qu'Emmanuel Macron confie les clés de l'Élysée, comme secrétaire général. Ce rôle de premier plan dans le dispositif présidentiel est à l'aune de la confiance que le chef de l'État place dans ce haut fonctionnaire, comme lui surdiplômé (Sciences-Po, Essec, ENA). Depuis trois ans, les deux hommes travaillent en liaison étroite, souvent jusqu tard dans la nuit. A Bercy d'abord, où le ministre de l'Économie l'avait choisi comme directeur de cabinet. Durant les centaines d'heures de préparation de la loi Macron, la bonne entente entre les deux hommes se mue en amitié. Le ministre se repose bientôt totalement sur ce bras droit, aussi discret qu'efficace. A l'automne 2015, Kohler est de toutes les réunions préparatoires au lancement du mouvement En marche sur lequel Macron veut appuyer sa conquête du pouvoir. Privé de job après la démission du ministre, le haut fonctionnaire se recase à la compagnie de fret maritime MSC, dont il devient le

directeur financier. Fin 2016, son nouvel employeur réclame sa présence physique à Genève. C'est essentiellement à distance qu'il suit l'évolution de l'aventure macronienne. Néanmoins, par mails et échanges WhatsApp, le conseiller spécial était resté en contact permanent avec le candidat et ses anciens équipiers de Bercy.

Pour diriger son cabinet, Macron a choisi de faire confiance à Patrice Strzoda. C'est à ce haut fonctionnaire de 64 ans qu'il va revenir de gérer le Palais et d'assurer le suivi des questions régaliennes. Une mission sur mesure pour l'ancien directeur de cabinet de Bernard Cazeneuve au ministère de l'Intérieur et à Matignon. Préfet de Bretagne au moment des manifestations violentes contre la loi travail, Strzoda venait d'être nommé préfet de la région Ile-de-France.

C'est à Philippe Etienne qu'échoit le poste stratégique de conseiller diplomatique du chef de l'Etat. Cet ambassadeur de 61 ans, membre de la fameuse promotion Voltaire - celle de François Hollande, Ségolène Royal et Jean-Pierre Jouyet entre autres - est pour l'heure en poste à Berlin. Une expérience qui a sans doute pesé lourd dans le choix de Macron d'en faire son sherpa. Pour concrétiser son ambition répétée dimanche de «refonder et relancer» l'Europe, le Président aura le plus grand besoin de ses talents de diplomate expérimenté. Lundi, pour le premier déplacement présidentiel à Berlin, Philippe Etienne sera au côté de Macron.

Attention délicate du chef de l'Etat, le nom d'Ismaël Emelien figure dans cette première salve de nominations. Ce fidèle d'entre les fidèles hérite du titre de «conseiller spécial», rôle un temps joué par Aquilino Morelle pour François Hollande ou Henri Guaino pour Nicolas Sarkozy. Inspirateur et maître d'œuvre de la partie d'échecs que Macron a engagée en lançant son mouvement, ce trentenaire a travaillé sans relâche pour la victoire. Sa connaissance des mouvements de l'opinion et son sens tactique en font un collaborateur précieux pour le Président. Lequel ne doute d'ailleurs pas du total dévouement de l'ex-petite main de la campagne de DSK et son ancien conseiller à Bercy. liberation.fr 14.05

### **Qui a dit ?**

- "J'ai toujours pensé qu'il y avait deux Macron"

"Le Macron du discours, avec lequel, je suis très souvent d'accord – pas sur tout, mais très souvent d'accord – et que j'aime bien, par ailleurs, parce que c'est quelqu'un de sympathique et d'intelligent."

"Il y a le Macron des actes", qui n'est "pas le Macron des discours",

"Le Macron des actes, c'est l'homme qui murmure à l'oreille du président les mesures de la première partie du quinquennat, c'est l'homme qui organise la politique économique de la France entre 2012 et 2015 et c'est le ministre dont objectivement on ne peut pas dire qu'il ait fait des choses absolument considérables."

"Le Macron des actes, c'est un homme politique nommé par la grâce d'un président qu'il va finir par trahir. J'aime bien le Macron des discours, moins le Macron des actes." (1)

- "Qui est Macron ? Pour certains, impressionnés par son pouvoir de séduction et sa rhétorique réformiste, il serait le fils naturel de Kennedy et de Mendès France. On peut en douter. Le premier avait plus de charisme ; le second plus de principes"

"Macron, qui n'assume rien mais promet tout, avec la fougue d'un conquérant juvénile et le cynisme d'un vieux routier (si j'ose dire, s'agissant du promoteur des autocars). De quoi restera-t-il le nom ? D'une révolution manquée ou d'une victoire éclair ? D'une trahison misérable ou d'une ambition démesurée ? Personne ne peut le dire aujourd'hui." (2)

- "Il marche sur l'eau en ce moment. Il guérit les aveugles, il multiplie les pains, il répand la bonne parole. A la France paralysée, il ordonne 'Lève-toi et en marche !' ; aux électeurs déboussolés, il dit 'celui qui vient à moi n'aura jamais faim et celui qui croit en moi n'aura jamais soif'. Et tout ça, tout seul, sans réel programme, ni réelle équipe. Il suffit de croire en lui. D'avoir la foi." (3)

- «Emmanuel Macron est un homme de gauche» (4)

Réponse : Le Premier ministre, Édouard Philippe.

|     |                                                                        |              |           |           |            |      |    |         |      |
|-----|------------------------------------------------------------------------|--------------|-----------|-----------|------------|------|----|---------|------|
| (1) | A                                                                      | l'Opinion    | en        | septembre | 2016       |      |    |         |      |
| (2) | Dans                                                                   | une          | chronique | pour      | Libération | le   | 18 | janvier | 2017 |
| (3) | Dans                                                                   | "Libération" | le        | 15        | février    | 2017 |    |         |      |
| (4) | Édouard Philippe, pendant la campagne présidentielle - L'Opinion 15.05 |              |           |           |            |      |    |         |      |

Attendez, quand on a lu cela, on comprend tout de suite que ce sera ni le Président de la République, ni le Premier ministre qui vont gouverner.

De plus, Hollande a déjà fait le ménage dans les ministères. Ils n'auront même pas besoin de remplacer les technocrates qui étaient en place. L'oligarchie leur transmettra les consignes à suivre ainsi que les mesures ou lois, ordonnances ou décrets à imposer, et ils n'auront plus qu'à s'exécuter.

**Décidément, encore une coïncidence, s'exclameront les naïfs ou les ignares.**

- Macron devrait nommer un Premier ministre sélectionné par l'Otan - [voltaire.net](http://voltaire.net)

Le nouveau président français devrait nommer lundi 15 mai un Premier ministre sur une liste pré-sélectionnée par l'Otan :

- Sylvie Goulard (députée européenne, conseillère du New Pact for Europe) ;
- Christine Lagarde (ancienne assistante parlementaire au Congrès des États-Unis, directrice du FMI) ;
- Édouard Philippe (maire du Havre).

Tous trois ont été invités par Henry Kissinger (et formellement par le président Henri de La Croix cinquième duc de Castries) à la dernière réunion annuelle du Groupe de Bilderberg (9 au 12 juin 2016, Dresde, Allemagne) où ils ont été appréciés.

Il semble peu probable que Madame Lagarde soit immédiatement nommée. Les sponsors de Monsieur Macron préférant qu'elle ne le soit qu'en 2019 de sorte qu'elle puisse d'abord terminer son second mandat à la tête du FMI. [voltaire.net](http://voltaire.net) 14.05

**Union nationale déguisée. Grandes manoeuvres ou numéro de prestidigitation grotesque... mais non sans risques.**

- France: Emmanuel Macron face au défi de la recomposition - AFP

Tenu par ses promesses de renouvellement et de recomposition politique, Emmanuel Macron dévoile mardi le premier gouvernement de son quinquennat après avoir, fait inédit sous la Ve République pour un président issu de la gauche, nommé un Premier ministre de droite, le juppéiste Édouard Philippe (LR).

De retour de son premier voyage à l'étranger depuis son investiture, à Berlin lundi auprès de la chancelière Merkel, le chef de l'Etat reçoit dans la matinée à l'Élysée son chef de gouvernement.

Objectif: peaufiner la composition et l'annonce, prévue "en fin de journée", d'une équipe gouvernementale devant incarner le "renouvellement politique" cher à M. Macron mais avec aussi des personnalités expérimentées, pour former un "alliage", paritaire hommes-femmes, dans la perspective de la bataille des législatives de juin.

Depuis sa nomination, le président trentenaire a certes fait la part belle aux moins de 50 ans: un Premier ministre de 46 ans, plus jeune locataire de Matignon depuis 30 ans, jamais ministre; un numéro 2 de l'Elysée de 44 ans; et un conseiller spécial de 30 ans.

Mais les cinq nominations officielles concernent pour l'heure exclusivement des hommes, dont quatre énarques, comme M. Macron.

Pour incarner la société civile, le chef de l'Etat veut convaincre l'écologiste Nicolas Hulot d'accepter un "ministère de la transition écologique". Habitué à refuser ministères et candidatures diverses, l'ex-présentateur de TF1 a décidé "cette fois-ci de franchir le pas", sous certaines conditions, selon un proche.

Dans le sillon ouvert par Edouard Philippe, d'autres prises devraient suivre chez LR, tel l'ancien ministre et candidat à la primaire de la droite Bruno Le Maire, qui se verrait bien au Quai d'Orsay ou à la Défense.

"Il a demandé un poste régalien", selon une source. Autres noms cités à droite: le juppéiste Benoist Apparu ou le lemairiste Franck Riester.

Une trentaine d'élus LR et UDI ont jugé lundi que leurs familles politiques devaient "répondre à la main tendue" par le nouveau président. Nathalie Kosciusko-Morizet, qui lorgne aussi sur la Défense, a rejoint les signataires, comme Jean-Louis Borloo.

A gauche, Jean-Yves Le Drian est donné comme seul survivant du gouvernement Cazeneuve, à la Défense comme actuellement ou ailleurs. Piliers de la campagne venus du PS, Richard Ferrand et Christophe Castaner et Gérard Collomb, donné favori pour l'Intérieur, semblent incontournables.

Après la passe d'armes autour des investitures d'En Marche et du MoDem, François Bayrou entrera bien au gouvernement, selon l'entourage du chef de l'Etat, peut-être à la Chancellerie.

Et les femmes? Emmanuel Macron, dont le premier cercle durant la campagne était très masculin, a promis la parité. Les noms de Marielle de Sarnez, bras droit de Bayrou, de l'ex-ministre chiraquienne Anne-Marie Idrac ou encore de la députée européenne MoDem Sylvie Goulard circulent aussi.

Emmanuel Macron pourrait également choisir de propulser de jeunes espoirs féminins du privé, comme Astrid Panosyan, passée par la direction d'Unibail-Rodamco, la spécialiste de la communication Axelle Tessandier, la productrice de cinéma Frédérique Dumas ou Amélie Castéra-Oudéa, cadre sup d'Axa, intéressée par les Sports.

Dans cet "alliage", il doit montrer une cohérence dépassant les débauchages individuels.

Les mots, lundi, du Premier ministre sortant Bernard Cazeneuve à Edouard Philippe sonnent d'ailleurs comme une mise en garde au credo "et de gauche et de droite" macronien.

"On ne vient pas de nulle part. Et si l'on veut fermement montrer la direction, il faut savoir quels sont ses héritages dont on est comptable", a lancé, sur le départ, M. Cazeneuve, plus éphémère Premier ministre de la Ve.

Edouard Philippe va tâcher d'éviter de battre ce record, alors que son parti LR rêve de priver La République En Marche ! (REM) de la majorité lors des législatives des 11 et 18 juin et d'installer son chef de campagne, François Baroin, à Matignon.

Mercredi, la REM publiera le nom de ses derniers candidats, avec plusieurs sortants LR, espère-t-on à En Marche!.

Jean-Luc Mélenchon, dénonçant l'"attelage hasardeux" entre Macron-Philippe, a renouvelé son appel à une "cohabitation nécessaire" avec une majorité de gauche emmenée par La France insoumise. AFP 16.05

### **Une révélation : Ils étaient tous de droite!**

- Edouard Philippe entre à Matignon en "homme de droite" - Reuters

Edouard Philippe s'est présenté lundi en "homme de droite" dans sa première déclaration après sa nomination... Reuters 15.05

### **L'ENA, Rocard, Juppé, Drahi et Le Parrain.**

Neuf choses que vous ignorez (peut-être) sur Edouard Philippe, le nouveau Premier ministre - francetvinfo.fr

Depuis plusieurs jours, son nom revenait en boucle parmi les favoris pour Matignon. Lundi 15 mai, le député-maire Les Républicains du Havre (Seine-Maritime), Edouard Philippe, a été nommé Premier ministre par le nouveau président de la République, Emmanuel Macron.

Enarque de 46 ans, ce proche d'Alain Juppé a longtemps milité au PS avant de rejoindre l'UMP puis Les Républicains. Voici sept choses que vous ignorez (peut-être) sur le nouveau chef du gouvernement. Il a fait Sciences Po et l'ENA

Né à Rouen (Seine-Maritime) en 1970, Edouard Philippe est le fils de deux professeurs de français. "Nous [lui et sa sœur] avons reçu une éducation très libre", dit-il dans Le Point en 2010. Après avoir passé son bac à Bonn (Allemagne), où son père avait été muté comme directeur du lycée français de la ville, il fait une année d'hypokhâgne avant d'entrer à Sciences Po pour "trois années de rêve", décrit-il au Point. "Faire l'ENA a été moins amusant."

Diplômé de la section "service public" de Sciences Po, il intègre l'ENA en 1995 et sort parmi les quinze premiers du classement final. "C'était un vrai centriste, drôle et sympathique, ami aussi bien avec des gens de gauche que de droite", se souvient un de ses anciens camarades de promo à l'ENA, Julien Carmona, à Challenges. Avant même le début de la formation, Edouard Philippe se rapproche ainsi de Jérôme Guedj, alors assistant parlementaire d'un certain Jean-Luc Mélenchon. "Tu as déjà été admissible, ton profil m'intéresse. On va bosser ensemble", lance le premier au second, selon Le Monde. "Les deux jeunes étudiants topent et se retrouvent à bûcher tout l'été... dans le bureau du Sénat de Jean-Luc Mélenchon", raconte le quotidien.

A sa sortie de l'ENA, en 1997, Edouard Philippe choisit de rejoindre le Conseil d'Etat avant de se lancer en politique, pour participer à "l'histoire en train de se faire", dit-il à l'hebdomadaire.

Il a milité au PS pour Michel Rocard

Pendant sa scolarité à Sciences Po, le jeune Normand milite pendant deux ans pour le PS et pour Michel Rocard, alors Premier ministre de François Mitterrand. "J'avais grandi dans un milieu plutôt

à gauche où l'on votait socialiste, et il y avait chez lui un côté social-démocrate assumé qui m'allait bien, confie-t-il au Point, j'aimais ses discours sur l'exigence de réforme."

Mais après l'éviction de Michel Rocard de la tête du PS, il rend sa carte du parti et se rapproche de la droite. "Je n'ai pas été emballé par ce que j'y ai vu [au PS], notamment quand François Mitterrand a décidé d'avoir la peau de son ancien chef de gouvernement."

Il est très proche d'Alain Juppé

Progressivement, Edouard Philippe se rapproche du maire du Havre Antoine Rufenacht (1995-2010), ancien collaborateur de Raymond Barre puis directeur de campagne de Jacques Chirac en 2002. Cette même année, il participe à la création de l'UMP au côté d'Alain Juppé. "Les deux hommes ne se quitteront plus", note Challenges.

Lors d'un entretien de "huit minutes et demie", Alain Juppé explique alors au jeune Edouard Philippe "comment il voulait que ça se passe, comment on allait organiser le parti, quel était le plan, et comment il travaillait avec ses collaborateurs", raconte-t-il au JDD.

En 2004, lorsque Alain Juppé est condamné à 18 mois de prison avec sursis dans l'affaire des emplois fictifs du RPR, Edouard Philippe rejoint le secteur privé. Trois ans plus tard, il intègre le cabinet d'Alain Juppé lorsque ce dernier est nommé ministre de l'Ecologie de François Fillon, sous la présidence de Nicolas Sarkozy. Lorsqu'Alain Juppé quitte son portefeuille en 2008, Edouard Philippe rejoint de nouveau le privé et devient directeur des affaires publiques d'Areva.

Ils ont une très grande confiance réciproque et se ressemblent sur de nombreux points : leur intelligence, leur culture, leur vision de la société. Aurore Bergé, ancienne membre de l'équipe de campagne d'Alain Juppé à Challenges

En 2016, il devient l'un des porte-parole d'Alain Juppé à la primaire de la droite. Après la défaite de ce dernier, il soutient François Fillon, avant de se mettre en retrait de la campagne après les révélations sur l'affaire Penelope Fillon.

Il a failli en venir aux mains avec Nicolas Sarkozy en 2002

Le 13 décembre 2014, Edouard Philippe est invité par Laurent Ruquier sur le plateau d'"On n'est pas couché" sur France 2. Après une demi-heure d'interview, Léa Salamé lui pose une question "cash" : "Edouard Philippe, est-ce que c'est vrai que vous en êtes venu aux mains avec Nicolas Sarkozy ?"

D'abord évasif, l'intéressé répond : "Oui, il y a eu des explications franches... Mais c'était il y a très longtemps."

Avant de développer : "Ça s'est passé en 2002. J'avais dû faire quelque chose qui ne plaisait pas complètement à Nicolas Sarkozy, et on s'en est expliqué. Et il est euh... [mimant un geste avec les deux poings] virulent, vif... Et euh, en fait... moi aussi !" Interrompu par Laurent Ruquier, Edouard Philippe ne donnera pas plus de détails sur les raisons de l'altercation.

On en apprend finalement davantage dans Le Monde, lundi 15 mai. La scène s'est en fait déroulée le 17 novembre 2002, lors du congrès fondateur de l'UMP. "Alors ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy avait tenté de voler la vedette à Alain Juppé, en arrivant – par surprise – à l'heure du déjeuner. Edouard Philippe l'empêche de faire une entrée triomphale", raconte Le Monde.

"Après les premières prises de parole, on me fait dire que le ministre de l'Intérieur veut me voir. Dans la loge, il s'avance vers moi. Il me tape contre le poitrail avec le poing, et lâche : 'Toi, tu ne

me refais jamais ça !" Il continue, je repousse son bras, nous sommes tous les deux déséquilibrés. Cela aurait pu dérapé... Finalement, il s'est calmé d'un coup et moi, j'étais flageolant", se souvient Edouard Philippe. Qui conclut : "Il est sanguin et moi, je n'aime pas qu'on m'engueule."

Il a chroniqué la campagne présidentielle pour "Libération"

A la suite de son retrait de la campagne, le maire du Havre débute des chroniques hebdomadaires pour le quotidien Libération, où il décrit la campagne présidentielle vue de l'intérieur. "Je l'ai regardé dans mon bureau, au Havre. Lundi matin. Tout seul. A 10h25, j'ai allumé la télévision", écrit-il à propos du discours d'Alain Juppé le 6 mars. Ce jour-là, l'ancien Premier ministre confirme qu'il ne sera pas candidat à la présidence de la République après l'annonce de la mise en examen de François Fillon. "Je savais ce qu'il allait dire. Il ne me l'avait pas dit, parce qu'il prévient rarement. J'ai l'habitude."

Le député Les Républicains a aussi publié un premier roman en 2007, L'Heure de vérité (Flammarion), co-écrit avec son ami Gilles Boyer, ancien directeur de cabinet d'Alain Juppé à la mairie de Bordeaux. Au printemps 2011, ils publient ensemble Dans l'ombre (JC Lattès), un roman de politique-fiction dans lequel "les politiques et les apparatchiks vivent ensemble. Ni les uns, ni les autres ne peuvent survivre seuls", note le site de l'éditeur.

Il n'a pas fourni une déclaration de patrimoine complète

Selon Mediapart (édition abonnés), Edouard Philippe aurait écopé d'un blâme de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) pour avoir refusé de fournir certaines informations sur sa déclaration de patrimoine de 2014, pourtant exigées par la loi.

Sur la valeur de ses biens immobiliers, le député du Havre a systématiquement écrit "aucune idée", décrit le site d'investigation. La valeur de son appartement à Paris ? "Aucune idée." Ses parts dans une résidence de Seine-Maritime ? "Aucune idée." Malgré la relance de la HATVP, Edouard Philippe aurait refusé d'estimer la valeur de ses propriétés.

Sa "mauvaise humeur" face à la transparence rattrape Edouard Philippe cité comme 1er ministrable. Info de @mediapart <https://t.co/T1w8kTiwKS> — Edwy Plenel (@edwyplenel) 12 mai 2017

Il ne s'agit cependant pas d'une infraction. Interrogé par Mediapart, le maire du Havre concède : "Comme beaucoup de parlementaires sans doute, j'ai essayé de concilier le respect de la loi et une forme de mauvaise humeur", précisant qu'il n'a omis aucun bien et qu'il a bien indiqué le prix de ses achats. "Je n'avais pas accès aux bases de données qui permettent une évaluation."

Il n'a pas toujours cru au candidat d'En marche !

Le député-maire du Havre n'a pas toujours cru en l'ancien ministre de l'Economie. "Pour gagner la présidentielle, il faut avoir fait le tour de France, jugeait-il en 2016 auprès du JDD. Il y a de la place pour les jeunes, mais l'enracinement, le lien charnel avec le pays, c'est important." En septembre 2016, interrogé par L'Opinion, il lâche : "Il y a deux Macron. Celui des discours – avec lequel je suis souvent d'accord –, et il y a le Macron des actes (...) dont on ne peut pas dire qu'il ait fait des choses considérables." Il faut dire qu'à cette époque, Edouard Philippe est convaincu qu'Alain Juppé peut remporter la primaire de la droite.

Pas plus tard qu'en janvier 2017, dans une chronique publiée dans Libération, Edouard Philippe écrit à propos d'Emmanuel Macron : "Pour certains, impressionnés par son pouvoir de séduction et sa rhétorique réformiste, il serait le fils naturel de Kennedy et de Mendès France. On peut en douter. Le premier avait plus de charisme, le second plus de principes." On a connu plus flatteur.

Selon plusieurs proches du nouveau président de la République, Emmanuel Macron et Edouard Philippe s'apprécient toutefois beaucoup. "Je l'aime bien, car c'est quelqu'un de sympathique et d'intelligent", confiait le juppéiste en septembre 2016 à L'Opinion. "Je l'aime beaucoup à titre personnel. J'ai de l'estime pour son intelligence", disait-il déjà en février 2015 à propos du ministre de l'Economie, note le JDD. "Macron pense à 90% la même chose que moi."

Il est fan du film "Le Parrain", a une peur bleue du dentiste, et aurait aimé être chef d'orchestre

Ces trois détails "intimes" ont un seul point commun : c'est Edouard Philippe lui-même qui les a livrés dans un portrait chinois publié en 2010 dans Le Point. "J'ai des peurs absurdes. Je suis effrayé à l'idée d'aller chez le dentiste. J'ai peur des requins. Du coup, je ne suis pas à l'aise quand je nage dans la mer", confesse-t-il par exemple.

S'il était un personnage de roman, Edouard Philippe pense à "Cyrano de Bergerac, parce qu'il est le plus français des héros. Il a la manière, le courage, un amour du fond et de la forme." Toujours sur le plan culturel, le maire du Havre évoque sa passion musicale pour Bruce Springsteen, et filmique pour Sean Connery – "un Ecossais formidablement classe. Il est beau jeune, vieux et dans tous ses films" – et pour Le Parrain de Francis Ford Coppola – "Je l'ai vu au moins cinquante fois. C'est juste une tragédie parfaite en trois actes, merveilleusement interprétée et d'une beauté visuelle à couper le souffle."

Une autre réponse prend un sens singulier au regard du destin que l'on prête désormais à Edouard Philippe. Lorsque Le Point l'interroge sur le métier qu'il aurait rêvé de faire, l'élu normand répond : "Chef d'orchestre". "Malheureusement, je n'avais pas le talent pour cela", ajoute-t-il. A voir lorsqu'il s'agira de mener des ministres à la baguette plutôt que des musiciens. [francetvinfo.fr](http://francetvinfo.fr) 16.05

### **Dit aussi le "boulet", la magouille ou le corrompu.**

- Edouard Philippe à Matignon: les boulets du nouveau Premier ministre - [lexpress.fr](http://lexpress.fr)

### **Petits soucis de transparence**

Il y a tout d'abord un problème lié à la transparence, pourtant tant défendue par Emmanuel Macron durant sa campagne. Comme l'a révélé Mediapart vendredi, le maire du Havre a écopé d'un blâme de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) pour avoir refusé de fournir certaines informations sur sa déclaration de patrimoine de 2014, pourtant exigées par la loi.

### **Du lobbying pour Areva**

Notamment en tant que directeur des affaires publiques -de lobbyiste, en somme- d'Areva jusqu'en 2010.

L'Observatoire du nucléaire, association militante qui dénonce les activités de communication de l'industrie nucléaire, reproche notamment à Edouard Philippe d'avoir oeuvré en coulisse pour permettre à Areva d'exploiter des mines d'uranium au Niger à bas prix.

Dans une interview accordée au Talk du Figaro, Edouard Philippe a eu l'occasion de donner son avis sur la forme d'opposition que devait prendre son parti, Les Républicains, face à Emmanuel Macron. Reconnaisant qu'il était d'un "élémentaire bon sens" de s'accorder avec la majorité sur certains textes, le député juppéiste n'en a pas moins critiqué la notion de "débauchage individuel", par le pouvoir en place, chez ses opposants.

Et le maire du Havre de prendre un exemple précis, celui de Nicolas Sarkozy en 2007 qui, au lendemain de son élection, a tenté de contrecarrer la gauche en y piochant des personnalités comme Bernard Kouchner, Fadela Amara, Jean-Pierre Jouyet ou Eric Besson pour son gouvernement. "Je ne crois pas au système d'ouverture. J'ai vu Nicolas Sarkozy pratiquer l'ouverture en 2007. (...) Je ne vois pas quel est l'impact politique de cette ouverture", a-t-il répété le 3 mai, quelques jours avant la victoire d'Emmanuel Macron. Reste à savoir s'il verra autre chose que de "l'ouverture" dans sa nomination à Matignon.

Ecole buissonnière au Palais-Bourbon

Comme le rapporte le site de l'hebdomadaire Capital, le nouveau Premier ministre ne laissera visiblement pas un souvenir impérissable au Palais-Bourbon. Il a été l'un des députés les moins actifs de la législature finissante, se plaçant à la 478e place (sur 504) du classement établi par Capital, grâce à des données amassées par le collectif Regards Citoyens. Sur cinq ans, Edouard Philippe ne s'est présenté que 124 fois en commission (en sachant qu'au total, plus de 400 réunions ont lieu en une année). Côté production législative, l'élu s'est contenté de déposer 6 amendements et n'a rédigé aucun rapport ni proposition de loi. Il était plus productif en 2011, année où il publiait un roman, Dans l'ombre (JCLattès). Une fiction "erotico-machiste" qui ne devrait pas plaire à toutes ses futures collaboratrices. [lexpress.fr](http://lexpress.fr) 15.05

### **Puisqu'on vous le dit. Du jamais vu !**

- Législatives : La République en marche publie une nouvelle liste avec plus de candidats issus du MoDem - [Franceinfo](http://Franceinfo)

Au total, environ 80 candidats sont issus de la formation de François Bayrou. Numéro deux du parti centriste, la députée européenne Marielle de Sarnez se voit ainsi investie à Paris, tout comme Marc Fesneau, secrétaire général du parti, dans le Loir-et-Cher.

Après la publication de cette nouvelle liste, les cas de 66 circonscriptions restent à trancher. Parmi elles, une trentaine sont gelées pour des candidats ou des personnalités de droite et de gauche "qui ont manifesté leur soutien au projet du président de la République", a précisé Jean-Paul Delevoye à Reuters.

La majeure partie de la trentaine de circonscriptions restantes concernent les départements d'Outre-mer. La commission se réunit une nouvelle fois mardi, trois jours avant la date limite des dépôts de candidatures, le 19 mai. [Franceinfo](http://Franceinfo) 16.05

### **Quand le CRIF sélectionne les candidats du parti de Macron en fonction de leur soumission au sionisme.**

A l'heure où les Palestiniens célèbrent le 69e anniversaire de la Nakba, je n'ai pas pu m'empêcher de reproduire cet article

- En Marche rejette un de ses candidats aux élections parlementaires suite aux pressions du lobby pro-israélien - Arrêt sur Info 15.05

Le lobby israélien en France semble avoir un droit de veto sur qui peut se présenter ou non comme candidat aux élections parlementaires pour le compte du parti du nouveau président Emmanuel Macron. Les médias français ont rapporté vendredi que l'organisation « En Marche! » de Macron avait retiré un de ses candidats aux élections de l'Assemblée nationale en juin. Ceci s'est produit après que les groupes de pression de la LICRA et du CRIF aient exigé que le candidat Christian Gerin – un producteur de télévision – soit retiré de la liste des candidats pour

avoir envoyé ce qu'ils ont prétendu être des tweets antisémites et pour avoir exprimé son soutien au mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (<https://bdsmovement.net/>) (BDS).

L'un des tweets de Gerin faisait savoir son soutien à la campagne BDS. Un autre à la fin du mois de février appelait à la « séparation du CRIF et de l'État ». Le CRIF est une organisation communautaire juive ainsi qu'un lobby pro-israélien. Le tweet de Gerin faisait référence au gala annuel de CRIF.

«C'est antisémite car derrière le terme « Crif », c'est « juifs » qui est sous-entendu», a déclaré le président du CRIF, Francis Kalifat, au journal Le Parisien.

Mais on ne peut nier que le CRIF fonctionne en France comme l'AIPAC (<http://www.info-palestine.eu/spip.php?article15647>) aux États-Unis – comme étant le principal lobby français de soutien à Israël et à ses objectifs. Comme l'a souligné le journal Le Figaro en février, le dîner annuel du CRIF a pris une importance croissante (<http://www.info-palestine.eu/spip.php?article12906>) dans la politique française au cours des dernières années; et cette année, s'y sont retrouvés plusieurs candidats à l'élection présidentielle, y compris celui qui a emporté le gros lot. La critique du rôle extraordinaire que le dîner du CRIF a pris dans la politique française a été exprimée par des figures connues.

« Le CRIF ne représente plus personne et ne fonctionne pas de manière démocratique », a déclaré à Figaro Philippe Karsenty, adjoint au maire de Neuilly-sur-Seine et une personnalité bien connue dans la communauté juive.

« Le CRIF a cessé d'être le représentant des juifs face aux politiques et est devenu le représentant des politiques face aux Juifs » (Karsenty est célèbre pour avoir inventé que la télévision française avait fabriqué les images du meurtre du petit garçon palestinien Muhammad al-Durra (<http://www.info-palestine.eu/spip.php?article13740>) en 2000 dans Gaza).

L'écrivain Alain Finkielkraut a comparé le CRIF à un tribunal où « des membres du gouvernement français comparaissent devant un procureur communautaire ».

En 2012, François Bayrou, un ancien candidat à la présidence qui, cette année, a soutenu Macron, a refusé une invitation à se rendre au dîner CRIF. « J'ai réfléchi beaucoup pendant de nombreuses années et je suis arrivé à la conclusion que je ne devrais plus participer à ces rassemblements communautaires », a expliqué M. Bayrou. « Je pense que la France est une, que ses citoyens sont avant tout des citoyens avant qu'ils ne soient juifs, catholiques, musulmans, bouddhistes, agnostiques ou athées ». Bayrou exprimait une position classique de la laïcité républicaine.

Le plus important, c'est que l'un des premiers rôles du CRIF est de s'attaquer au mouvement pour les droits des Palestiniens. Le président (<http://www.info-palestine.eu/spip.php?article14214>) sortant François Hollande (<http://www.info-palestine.eu/spip.php?article14773>) et son ancien premier ministre, Manuel Valls, ont utilisé leurs apparitions au CRIF pour exprimer leur ferme soutien à Israël et attaquer la campagne BDS. A la tribune du CRIF l'année dernière, Valls avait promis de nouvelles mesures de répression contre les militants pro-Palestine (<http://chroniquepalestine.com/france-face-aux-menaces-de-valls-personnalites-appellent-boycott-produits-israeliens/>). (Dans un tweet (<https://twitter.com/gerin17juin/status/384445750262136832>) de 2013 dénoncé par la LICRA, Gerin a qualifié Valls de « viscéralement sioniste, raciste et islamophobe »).

En 2015, Hollande (<http://info-palestine.eu/spip.php?article12144>) a profité de son discours au CRIF pour qualifier d'antisémites les critiques d'Israël et de son idéologie d'État, le sionisme. Dans son dernier discours au CRIF en tant que président en février, Hollande (<http://www.infopalestine.eu/spip.php?article15711>) se vantait que « la France a combattu le

mouvement BDS sans faiblesse ». Il a également prétendu – sur la base de son interprétation d'une décision du tribunal qui est en d'appel devant la Cour européenne des droits de l'homme – que la France est le seul pays à avoir interdit les appels à boycotter des biens israéliens.

Bien que Marine Le Pen n'ait jamais été invitée à un dîner du CRIF, le président du CRIF, Roger Cukierman, en a surpris plus d'un en 2015 lorsqu'il a déclaré que le leader du Front national était « personnellement au-delà des critiques ». Le Pen lui a renvoyé le compliment avec des louanges pour Israël et des attaques contre le mouvement BDS.

Compte tenu du rôle très controversé que le CRIF joue dans la politique française, il devrait être possible de critiquer son rôle politique sans être accusé d'antisémitisme. Et il est également facile de comprendre pourquoi le CRIF veut que ses critiques soient traitées d'antisémites quand il a un intérêt manifeste à protéger son influence politique croissante.

Dans un autre tweet mis en (<http://www.licra.org/communique-antisemitisme-la-licra-demande-a-emmanuel-macron-de-retirer-linvestitureen-marche-a-m-christian-gerin/>) avant par la LICRA, Gerin avait partagé une déclaration (<http://www.france-palestine.org/Apres-la-tueriede-Nice-il-faut-s-opposer-a-la-recuperation-indecence-par>) de l'Association France Palestine Solidarité. La déclaration avertissait que l'attaque par camion de juillet 2016 qui a tué des dizaines de personnes à Nice ne devrait pas être exploitée politiquement par Israël et ses partisans. La déclaration est venue en réponse à des appels de certains politiciens qui comparaient les Palestiniens à l'État islamique et exhortaient la France à emboîter le pas à Israël comme modèle de lutte contre le terrorisme. Les dirigeants israéliens ont toujours cherché d'exploiter ce type de violence pour exhorter les juifs français à quitter la France. Des dirigeants français avaient dénoncé ces appels ([http://www.huffingtonpost.co.uk/2015/01/12/frances-jews-should-not-b\\_n\\_6456086.html](http://www.huffingtonpost.co.uk/2015/01/12/frances-jews-should-not-b_n_6456086.html)). Même le chef de la LICRA a demandé au Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu d'arrêter de demander aux Juifs de quitter l'Europe après ces attaques.

Mais la LICRA a néanmoins exigé que Macron retire la candidature de Gerin et a déclaré qu'elle pourrait envoyer ses tweets aux procureurs. La LICRA n'a pas relevé que Gerin a également exprimé des félicitations envers Israël. En 2013, il a écrit que le documentaire *The Gatekeepers* (<http://www.imdb.com/title/tt2309788/>), dans lequel les anciens chefs de renseignement israéliens critiquent la politique de leur pays, « est une leçon de démocratie qui est à mettre au crédit d'Israël ».

Selon *Le Parisien*, le CRIF et la LICRA devraient maintenant s'en prendre à un autre candidat parlementaire de Macron, qu'ils accusent d'appuyer la campagne BDS. Dans un tweet maintenant supprimé, William Tchamaha (<http://www.leparisien.fr/elections/legislatives/legislatives-la-republique-en-marche-retire-un-candidat-pour-ses-positions-anti-israel-12-05-2017-6943281.php>) a inclus un lien vers une information traitant de la critique par l'ONU d'une nouvelle loi israélienne visant à faciliter le vol de terres palestiniennes. Tchamaha, un conseiller pédagogique de lycée, aurait également qualifié Israël d'« État hors-la-loi qui violait le droit international » et exhortait le boycott des produits israéliens.

Le CRIF qui a promis d'être « vigilant » devrait enquêter sur les opinions d'autres candidats au sein du parti de Macron. Le message clair que le lobby israélien de France envoie à tous les novices en politique qui soutiennent le nouveau président est que toute critique d'Israël leur coûtera cher.

Quant à Macron, il a déjà condamné avec force la campagne BDS et a promis de poursuivre la politique de répression de Hollande contre le militantisme pro-palestinien. Le nouveau président a peut-être promis aux électeurs français une rupture avec l'ancienne façon de faire de la politique, mais quand il s'agit des exigences d'Israël et de son lobby, rien ne change.

Ali Abunimah | 12 mai 2017 – The Electronic Intifada

(<https://electronicintifada.net/blogs/ali-abunimah/frances-macron-dumps-parliamentarycandidate-after-israel-lobby-pressure>)

Ali Abunimah est un journaliste palestino-américain, auteur de *The Battle for Justice in Palestine* (<http://www.haymarketbooks.org/pb/The-Battle-for-Justice-in-Palestine>).

[La traduction laisse à désirer.]

Source : Chronique de Palestine (<http://www.chroniquepalestine.com/france-macron-doigt-oeil-lobby-pro-israelien>)

### **La "zizanie" ou tous les coups pourris sont permis, ça promet !**

- Les Républicains : doutes sur les législatives après la nomination d'un Premier ministre de droite
- Franceinfo

Jean-Louis Borloo a signé l'appel à saisir la main tendue d'Emmanuel Macron au centre et à droite après la nomination d'Edouard Philippe comme Premier ministre ce lundi 15 mai. Mais que pensent Les Républicains de tout cela ? "Ici, chez Les Républicains, on attend avec impatience demain et l'autre onde de choc. C'est l'annonce du gouvernement qui pourrait voir la jeune garde du parti rejoindre Édouard Philippe et prendre des postes ministériels. C'est ça qu'ici, chez Les Républicains, on craint le plus", observe Patricia Issa-de Grandi au siège des Républicains.

Dans moins d'un mois, la bataille des législatives s'annonce plus incertaine pour la droite. "Une bataille qui va être difficile à mener s'il y a peu de combattants, en tout cas s'il manque des ténors. Bernard Accoyer se refuse à parler d'exclusion. Emmanuel Macron a réussi à semer la zizanie chez Les Républicains comme il a pu le faire au Parti socialiste", explique la journaliste. Franceinfo 16.05

### **Hémorragie contrôlée, sortez les serpillières. Ils nous auront tout fait !**

- L'hémorragie des élus LR vers le camp Macron s'amplifie - AFP

Ce positionnement pourrait préfigurer l'entrée au gouvernement, mardi, de plusieurs élus LR, notamment Bruno Le Maire, ex-ministre sous Sarkozy et candidat dans l'Eure, une circonscription où La République en marche (REM), le parti du chef de l'Etat ne présente d'ailleurs aucun candidat.

Ce germaniste pourrait obtenir le portefeuille des Affaires étrangères... ou de la Défense. Lundi, il s'est empressé de tweeter ses "félicitations" à M. Philippe, affirmant qu'il fallait "dépasser les vieux clivages pour servir la France et les Français".

L'accession de M. Philippe à Matignon constitue un sérieux revers pour la droite, déjà éprouvée par sa cinglante défaite au premier tour de la présidentielle. La direction des Républicains a immédiatement fait savoir à M. Philippe qu'il s'était placé "de lui-même en dehors de (sa) famille politique".

Pour limiter les dégâts, LR table sur les législatives de juin. "L'équation politique de ce gouvernement sera fixée par les députés", a tweeté Jean-Pierre Raffain, ajoutant "je vote LR en juin".

"La campagne législative doit être la campagne de la clarté. Notre projet est clair, sur la diminution des impôts, sur l'augmentation du pouvoir d'achat, sur la restauration de l'autorité de l'Etat et sur la protection des Français. C'est le projet que porteront les candidats des Républicains et de l'UDI dans chacune des circonscriptions", assurait lundi dans un communiqué le comité de campagne de LR.

Le comité, en prenant "acte" de la nomination de M. Philippe, regrettait la décision de ce dernier de "défendre à présent le projet du candidat En Marche! qu'il a combattu".

En tant que nouveau chef de la majorité, "vous aurez à faire battre les 577 candidats" LR et UDI aux législatives, "dont, parmi eux, nombre de collègues avec lesquels vous avez siégé pendant cinq ans", lui écrit également Bernard Accoyer, secrétaire général de LR, dans une lettre dont l'AFP a obtenu copie.

Alain Juppé a qualifié Edouard Philippe d'"homme de grand talent", qui a "toutes les qualités" pour être Premier ministre, tout en réaffirmant qu'il soutiendrait les candidats de droite aux législatives.

Mais "si la droite et le centre ne sont pas majoritaires" en juin, "le pays ne comprendrait pas que nous nous engagions dans une opposition systématique. Il faudra alors trouver les voies et les moyens d'un travail constructif dans l'intérêt de la France", a insisté le maire de Bordeaux.

"Ceux qui veulent faire croire qu'ils pourront demain imposer une cohabitation à Macron bernent un peu nos compatriotes" car la droite est déjà "fracturée, entre ses électeurs qui aspirent à une alternance et ses dirigeants qui pour un certain nombre d'entre eux soutiennent Macron", affirme Nicolas Bay, secrétaire général adjoint du FN.

Mais "je ne crois pas à cette aventure", lançait il y a peu devant la presse un responsable LR, proche de Sarkozy. "Je la trouve trop menaçante. Il y aura un accident de parcours", croit savoir le même. AFP 16.05

### **Vraie fausse rumeur.**

- Jean-Baptiste Lemoyne, sénateur (ex-LR) de l'Yonne : "Les Républicains est un parti en voie de disparition" - Franceinfo

Jean-Baptiste Lemoyne, sénateur de l'Yonne, répond aux questions de Djamel Mazi, lundi 15 mai, sur Franceinfo.

Emmanuel Macron a nommé Edouard Philippe à Matignon. Le nouveau premier ministre est Républicain. Le président "met en oeuvre la recomposition politique sur laquelle il a fait campagne et sur laquelle les Français lui ont donné un mandat. C'est une belle espérance pour la France, l'espérance d'en finir enfin avec des clivages idéologiques un petit peu désuets et surtout l'envie d'aller au résultat, à l'efficacité, bref d'en finir avec la tragédie du chômage de masse, d'une dette abyssale", explique-t-il.

De nombreux Républicains rejoignent Emmanuel Macron. La droite a-t-elle été annexée par le nouveau président? "Non il n'y a pas d'annexion, ce sont des démarches volontaires. On ne m'a pas mis un pistolet sur la tempe pour rejoindre Emmanuel Macron".

La République en Marche pourrait-elle avoir amorcé la fin des Républicains? "A moyen terme, Les Républicains est un parti en voie de disparition. On voit qu'il y a là des gens qui n'ont plus grand chose en commun. Entre un Laurent Wauquiez et un Alain Juppé, il y a un gouffre qui se creuse chaque jour. Il y a un énorme rétrécissement de la droite et du centre", estime Jean-Baptiste Lemoyne. Franceinfo 16.05

### **Comme c'est dit en termes élégants.**

- Nomination d'Edouard Philippe : "La politique réformatrice qui va être mise en place doit être accompagnée" selon un élu LR - Franceinfo

Près d'une trentaine d'élus Les Républicains et UDI ont appelé, lundi 15 mai, à "répondre à la main tendue" par Emmanuel Macron, qui vient de nommer Premier ministre Edouard Philippe, jusqu'ici député-maire LR du Havre. Parmi eux, Pierre-Yves Bournazel, conseiller régional LR en Île-de-France et candidat aux législatives à Paris. "On ne va pas passer cinq ans à critiquer des réformes pour lesquelles on est d'accord, ce serait une manière de faire de la politique complètement archaïque", a déclaré l'élu Les Républicains, lundi soir sur franceinfo.

franceinfo : Êtes-vous prêt à travailler avec le gouvernement d'Edouard Philippe ?

Pierre-Yves Bournazel : Je connais Edouard Philippe depuis un certain temps. Nous avons travaillé ensemble dans la campagne des primaires d'Alain Juppé. Je dois dire que je suis heureux de cette nomination, parce qu'il est un homme d'État. Il a le sens de l'intérêt général. Aujourd'hui, la situation en politique est très claire. Il y a une recomposition autour des réformes nécessaires, vitales au pays. (...) Donc je soutiens Edouard Philippe comme Premier ministre et comme chef de la majorité.

franceinfo : Est-ce vraiment une recomposition ? N'est-ce pas une volonté tactique d'Emmanuel Macron d'attirer un Premier ministre de droite pour affaiblir Les Républicains à quelques semaines des législatives ?

Non, je crois que c'est un geste fort que de dire : "Nous sommes d'accord sur des réformes vitales pour le pays et nous allons travailler ensemble pour faire gagner la France". C'est un discours qui plaît, car on revient à l'intérêt général. On ne va pas passer cinq ans à critiquer des réformes pour lesquelles on est d'accord. Ce serait une manière de faire de la politique complètement archaïque.

franceinfo : Cette position n'est pas largement partagée à droite : le secrétaire général du parti Les Républicains, Bernard Accoyer, a qualifié la démarche d'Edouard Philippe de "décision individuelle"...

Vous savez, il y a beaucoup d'élus LR et UDI, d'hommes et de femmes de droite modérée et du centre, qui gardent leurs convictions. Pourtant, ils veulent d'abord être au service de la France. Ils pensent donc que le choix de ce Premier ministre et la politique réformatrice qui va être mis en place doivent être accompagnés. Il ne faut pas rester à côté du chemin. L'opposition frontale, contre ses propres idées d'ailleurs, c'est cela la vieille politique. Franceinfo 16.05

### **Ils osent tout.**

- Trump accusé d'avoir révélé aux Russes des informations classifiées AFP

Le président américain Donald Trump était de nouveau dans la tourmente lundi soir, accusé d'avoir divulgué des informations classifiées au chef de la diplomatie russe et la Maison Blanche tentait d'éteindre l'incendie tout en restant évasive sur le fond. AFP

- Washington accuse la Syrie d'avoir brûlé ses prisonniers dans un "crématorium" Le Huffington Post

Les Etats-Unis ont accusé lundi la Syrie d'avoir brûlé dans un "crématorium" une partie des milliers de prisonniers assassinés ces dernières années et ont exhorté la Russie à faire pression sur son allié pour qu'il mette fin à ces "meurtres de masse".

Ces allégations relaient un rapport, photos satellites à l'appui, qu'avait publié en février Amnesty International. Le Huffington Post

Amnesty International incarne la pourriture des faucons néoconservateurs.

### **C'est peut-être cela qu'ils ne digèrent pas.**

- Le régime syrien en passe de contrôler totalement Damas - AFP

La perte de trois importants quartiers de la capitale syrienne est la dernière d'une série de défaites cuisantes pour la rébellion qui cherche à renverser le président Bachar al-Assad depuis 2011.

Lundi, l'armée syrienne a annoncé la fin de l'évacuation d'insurgés et de civils de Qaboun, ex-quartier rebelle dans le nord-est de Damas. "Nos forces armées rétablissent la sécurité à Qaboun", a annoncé une source militaire syrienne, tandis que le gouverneur de Damas a indiqué que le quartier a été "vidé des terroristes", terme utilisé par le régime pour désigner rebelles et jihadistes.

"Alep (deuxième ville du pays) reprise et Damas en passe de l'être totalement, cela signifie que la rébellion n'est plus une alternative politique ou militaire. Le régime n'est donc aucunement menacé et n'a pas besoin de faire de concessions" lors de négociations politiques, estime le géographe français Fabrice Balanche, spécialiste de la Syrie.

Depuis six ans, la capitale, avec ses 1,6 million d'habitants, a été cependant bien moins ravagée que les deux métropoles d'Homs et Alep.

"Le régime s'est retrouvé consolidé grâce aux forces étrangères russes et iraniennes au détriment d'un peuple sans défense", déclare à l'AFP Mohammad Allouche, dirigeant de Jaich al-Islam (Armée de l'Islam), le groupe rebelle le plus puissant autour de Damas. AFP 15.05

- La santé infantile peut pâtir des plans d'ajustement du FMI selon une étude - AFP

Les programmes d'austérité du FMI dans les pays pauvres peuvent affaiblir la capacité de certains parents à assurer la bonne santé de leurs enfants, conclut une étude scientifique publiée lundi. AFP 15.05

---

## **INFOS EN BREF**

### **POLITIQUE**

#### **Palestine**

- Les Palestiniens commémorent le 69e anniversaire de la Nakba: plusieurs blessés - AFP

Les Palestiniens commémorent chaque année la "Nakba" (la "catastrophe" en arabe), synonyme d'exode pour des centaines de milliers de personnes ayant été expulsées ou ayant pris la fuite en 1948.

Plus de 12 millions de Palestiniens vivent à travers le monde, dont la moitié dans les Territoires occupés et en Israël, selon des chiffres officiels palestiniens. Plus de 5,5 millions sont enregistrés comme réfugiés auprès de l'ONU.

Avant les heurts au checkpoint, plusieurs milliers de personnes ont marché sous les drapeaux palestiniens dans Ramallah. Ils portaient une clé surdimensionnée, symbole traditionnel des maisons perdues à l'époque et dans lesquelles les Palestiniens espéraient revenir après le conflit israélo-arabe.

"Je viens tous les ans commémorer cet anniversaire, cette catastrophe", disait Salha Orabi, 62 ans, descendante de réfugiés et résidente du camp de Jalazoun, près de Ramallah.

"La Nakba, pour nous, signifie la destruction. Nous sommes bien placés pour savoir ce que cela signifie, nous avons dû fuir, c'est nous qui avons quitté nos maisons et nos terres".

Le droit au retour reste une revendication primordiale des Palestiniens et l'une des questions les plus épineuses pour faire la paix avec Israël après presque 70 ans de conflit. AFP 15.05

---

## **ECONOMIE**

### **Chine**

Routes de la soie: Xi se pose en rempart contre le protectionnisme - AFP

Le président chinois, Xi Jinping, s'est posé lundi en rempart contre le protectionnisme devant un parterre de chefs d'Etat venus célébrer à Pékin son projet de "Nouvelles routes de la soie".

"La mondialisation fait face à des vents contraires", a résumé l'homme fort du régime communiste, au deuxième jour d'un sommet qui rassemble autour de lui une trentaine de responsables mondiaux, dont les présidents russe, Vladimir Poutine, et turc, Recep Tayyip Erdogan, mais peu de grands dirigeants occidentaux.

Le communiqué final publié lundi soir affirme que les pays signataires "rejetent toutes les formes de protectionnisme".

Xi Jinping a lancé en 2013 l'initiative des Nouvelles routes de la soie, un ensemble de projets d'infrastructures, afin d'arrimer l'Asie à l'Europe et à l'Afrique à l'instar des caravanes qui traversaient l'Asie centrale dans l'Antiquité.

Dans un discours très remarqué, M. Xi avait déjà défendu le libre-échange et la mondialisation en début d'année au Forum économique de Davos (Suisse), au moment où l'arrivée au pouvoir de Donald Trump faisait craindre une dérive protectionniste aux Etats-Unis.

Si le milliardaire américain a fait de la Chine une de ses cibles favorites pendant sa campagne électorale, accusant Pékin de "voler" des millions d'emplois aux Etats-Unis, il s'est montré beaucoup moins agressif depuis son arrivée à la Maison Blanche. Pékin et Washington ont même annoncé la semaine dernière un accord commercial portant sur la viande, le gaz naturel et certains services financiers.

Donald Trump n'a pas fait le déplacement de Pékin. A l'exception de l'Italien Paolo Gentiloni, aucun dirigeant du G7 n'a participé au sommet, donnant l'impression que les Occidentaux craignent que la Chine ne cherche avant tout à tirer à elle la couverture du commerce international.

Plusieurs pays européens ont refusé de s'associer à un communiqué sur le commerce préparé par la Chine, a par ailleurs indiqué à l'AFP une source diplomatique.

Ces pays - parmi lesquels l'Allemagne, l'Estonie et la Hongrie - ont jugé que ce texte ne faisait pas suffisamment mention des préoccupations des Européens en matière de transparence des marchés publics ou de normes sociales et environnementales.

Pékin, qui s'efforce de consolider ses relations commerciales avec le reste du monde, est prêt en tout cas à investir largement dans les projets des Nouvelles routes de la soie.

Xi Jinping a annoncé dimanche à l'ouverture du sommet une nouvelle enveloppe de 113 milliards d'euros pour ces différents projets réunissant une soixantaine de pays: voies ferrées, ports, parcs industriels...

La Banque de développement de Chine a déjà prévu, à elle seule, de débloquer plus de 800 milliards d'euros d'investissements sur 900 projets.

Pékin assure que son initiative est ouverte à tous et a invité au sommet des représentants des Amériques, comme les présidents du Chili et de l'Argentine. Une vision saluée par les participants.

"En ces temps où la tentation est grande de répondre à la crise de la mondialisation par l'isolement et par les murs, cette initiative offre une vision de connectivité, de coopération et de dialogue", s'est félicité le chef du gouvernement grec, Alexis Tsipras.

Dans le cadre des privatisations imposées par ses créanciers, Athènes a dû céder à des capitaux chinois le contrôle du port du Pirée, un projet initialement combattu par M. Tsipras, qui a fini par s'y rallier. Ces investisseurs chinois aspirent à faire du Pirée "un pont entre l'Asie et l'Europe".

Evoquant la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne et la nécessité pour Londres de trouver de nouveaux partenaires commerciaux, le ministre britannique des Finances, Philip Hammond, a assuré que son pays était prêt à "travailler à la réussite de cette initiative avec tous les partenaires des Nouvelles routes de la soie". AFP 15.05

**Mont de paga** 

---

**Le 15 mai 2017**

### **CAUSERIE**

Pondichéry 15 mai 2017, 15h05, 47°C à l'ombre, 36°C dans la pièce où je travaille, c'est dur !

J'ai ajouté 2 articles.

Le déchaînement hallucinant de superlatifs pour qualifier Macron doit vous donner la nausée, ici en Inde les leaders politiques sont déifiés !

L'israélien Gilad Atzmon : "*le politiquement correct est plus dangereux qu'une tyrannie car il n'autorise aucune opposition.*"

On se détend un peu pour commencer la semaine.

Macron l'arnaque dit aussi NTM (nique ta mère pour les savants) ou le Parcours d'un Psychopathe Précoce dénommé pour cela le fusible à 3P, prononcer 3 pets.

A part assouvir un fantasme sexuel, qu'est-ce que peut trouver une femme d'une quarantaine d'années mariée et mère de trois moutards à un gosse de 15 ans ? Apparemment leur différence d'âge serait encore plus importante puisque Macron aurait 39 ans et sa nounou 64.

Tout le monde a compris que c'est un vulgaire homme de paille que manipulent les idéologues de l'oligarchie, et que sans sa nounou qui a orienté sa carrière de parvenu aventurier personne n'en aurait jamais entendu parler.

Le type semble pour le moins déséquilibré et avoir des réactions désordonnées sans pour autant être un abruti complet, pour n'avoir jamais dépassé le stade infantile de sa croissance si on en croit un de ses proches, M. Patriat, qui a affirmé qu'il ne pouvait pas se passer de sa nounou : "S'il ne la voit pas pendant une heure, il l'appelle" (AFP14 mai 2017), ce qu'a démontré également son omniprésence à ses côtés durant toute la campagne présidentielle.

Bref, après Moi 1er, on a un non-moi en guise de président, plus vulnérable, plus faible, plus influençable ou manœuvrable encore puisqu'il est incapable de prendre la moindre décision sans l'accord d'Attali ou de sa nounou.

On est passé de l'imposture à la mystification suprême en guise de gouvernance.

### Une vidéo.

Le capitalisme n'est pas réformable - Entretien avec Alain Accardo

<https://www.youtube.com/watch?v=e3Zsxp49lAs>

J'ignore qui est Alain Accardo.

### En régime totalitaire.

- Dès le début existait une ambiguïté dans l'idéal démocratique, qui ressurgira pleinement deux siècles plus tard, et qui est embusquée dans un petit mot du titre de son manifeste : Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Qu'y a-t-il donc de bien différent entre l'homme et le citoyen ? De nos jours, on dit droits de l'homme, on ne dit plus droits du citoyen. C'est que l'humaniste contemporain ne pense plus en termes de majorité opprimée, versus l'élite, majorité qui ferait valoir son « droit naturel » au pouvoir liée à l'égalité des individus. L'humaniste contemporain pense au contraire en termes de minorités à défendre, éventuellement contre une majorité oppressive, au nom des droits de l'homme, homme tout court, droits universels situés au-delà même de tout système politique, représentatif ou non. Et bien sûr au-delà de toute notion de « peuple ». C'est peut-être bien parce que ce peuple a tout simplement... disparu :

Quel peuple reste-t-il ? Quel peuple nous reste-t-il ? Il devrait surgir en chacun de nous une réponse évidente et immédiate à cette question. Pour ma part, je n'en ai aucune.

### Conclusion

Je ne veux tirer de ce qui précède qu'une conclusion simple : s'il n'est plus ni pouvoir politique, ni peuple, nous devrions humblement cesser de prononcer le mot « démocratie ». (Ce que veut dire – et ne veut plus dire – « Démocratie », par Stéphane Gaufrès 11.05 - [www.pauljorion.com](http://www.pauljorion.com))

### Commentaires d'internautes sur le blog belge [www.pauljorion.com](http://www.pauljorion.com)

- « La démocratie est morte et enterrée depuis belle lurette » Je crois que la démocratie est une illusion, entretenue par ceux qui ont le vrai pouvoir. Ceux qui ont le pouvoir de création monétaire,

les maîtres de la monnaie, autrement dit les banquiers. Les Lumières, la Révolution de 1789, ont accouché de libertés individuelles, mais pas de la Démocratie pour autant. 1789 accouche d'une république bourgeoise articulée autour de :

#### Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

Art. 17. La propriété étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité.

« La propriété c'est le vol » disait Proudhon, la propriété des moyens de production par la classe des possédants est par définition incompatible avec la démocratie.

Je fais ici la différence entre propriété d'usage (posséder son logement pour y habiter), et la propriété lucrative des capitalistes qui exploitent la force de travail des prolétaires pour en tirer du profit.

Alors effectivement, nous sommes régulièrement appelés à sauver une République bourgeoise articulée autour du pouvoir de l'argent, mais la Démocratie reste un horizon, très, très lointain.

#### On y revient...

- On a une sympathie, on a une sympathie pour... pour ce qu'était le socialisme au 19e siècle et au début du 20e, avant qu'il ne subisse une décadence, une dégradation dans beaucoup de pays. [www.pauljorion.com](http://www.pauljorion.com)

#### Toujours le même constat, et après ?

- La majorité des Français n'a pas voulu qu'il soit placé à la présidence de la République Française !

C'est une minorité de Français qui a imposé ce président à la majorité des citoyens de ce pays ! On retrouve encore logiquement la perversion du système électoral de la 5ème République et l'injustice qu'elle fait régner dans cette parodie de « démocratie »... Une minorité, comme on le voit dans cette élection, peut, en réalité, s'imposer très facilement à une majorité : en résumé, 20 millions de voix l'emportent sur 27 millions de voix !

Tout s'est bien déroulé sans le moindre écart des prévisions et des diagnostics du monde médiatique, puisque tout était prévu d'avance, pensé d'avance, voulu d'avance, organisé d'avance, et imposé comme convenu sans le moindre doute sur l'issue finale. Des élections pipées, donne une fausse élection présidentielle.

L'équipe au pouvoir, largement désavouée par les Français, s'est donc arrangée astucieusement pour rester au pouvoir, malgré une impopularité record.

Un représentant « commercial » envoyé en mission par la Banque Rothschild dirige la France aujourd'hui. On ne peut pas rêver un scénario plus idéal pour exprimer la façon dont le Grand Capital Financier organise son pouvoir absolu sur le monde entier. Ce pouvoir exorbitant montre son visage rayonnant de plaisir : il a gagné, il est le Maître, c'est lui qui décide et qui met en place ses pions disciplinés pour une ère de profits démesurés assurés par des peuples enfin dressés et soumis au dictat de la Loi de l'argent... (Le résultat final des « fausses élections présidentielles françaises » - Jean-Yves Jézéquel 08.05)

Vous avez oublié un élément déterminant pour comprendre la situation ou les rapports entre les classes : Ils les a achetés avant.

Les peuples sont en mesure de se prononcer sur le capitalisme, ils savent ce qu'ils lui doivent, tout du moins c'est ainsi qu'ils pensent, alors qu'ils ne pensent rien ou rien de bon du socialisme, soit parce qu'ils n'en ont jamais fait l'expérience, ils en ignorent tout ou soit le peu qu'ils en savent est négatif, alors pourquoi le soutiendraient-ils ?

- ...le président sortant François Hollande mérite le prix Nobel de la manipulation politique. A un moment où lui et son gouvernement étaient si impopulaires que tout le monde attendait l'élection afin de s'en débarrasser, Hollande, avec l'assistance zélée des principaux médias, des banques et des divers oligarques a réussi à promouvoir ce conseiller économique et ministre, qui n'était que récemment connu, en candidat du « changement », ni de gauche ni de droite, une star politique – soutenu par tous les vieux politiciens dont le public veut se débarrasser.

C'est une preuve éclatante du pouvoir de la "communication" dans la société contemporaine, un triomphe de l'industrie de la publicité, des médias de masse et des milliardaires qui les possèdent. (Emmanuel Macron élu président de la France. La fête des vainqueurs. - Diana Johnstone 07.05

Un triomphe peut rapidement se transformer en cauchemar...

### **Mystification jusqu'à l'hystérie.**

#### **Ces médias qui ont déjà béatifié Emmanuel Macron par Jack Dion - marianne.net**

Les médias qui avaient porté Emmanuel Macron au pinacle avant même qu'il ne fût élu avaient un grave problème à résoudre : comment encenser quelqu'un qu'ils avaient déjà béatifié ? Ils ont donc eu recours à la seule technique connue à ce jour, la surenchère permanente, au risque de franchir des bornes au-delà desquelles il n'y a plus de limite.

Pour L'Express, le nouvel élu est « Le Kid ». Logique, vu qu'il est le symbole de la politique telle qu'on la rêve sur la côte californienne. Pour Guillaume Dubois, directeur de l'hebdomadaire, Emmanuel Macron est celui « en qui plusieurs générations placent un bel espoir... la France est jeune, la France y croit, la France est de retour ». Avant, du temps de François Hollande, la France n'était pas la France, ce dont nul ne s'était encore aperçu.

"Un aimant qui attire la chance"

L'autre éditorialiste de L'Express, Christophe Barbier, qui avait fait la promotion de l'heureux élu, assure le service après-vente avec fougue et enthousiasme : « Quelque chose est né en ce début de mai, plus inédit et plus radical encore que le chambardement de 1981. Il ne faut pas regarder ce que cette révolution a détruit, ruines encore fumantes des partis traditionnels et des ambitions d'antan, mais ce dont elle pose les premières pierres : des fondations qui s'appellent espérance et, peut-être, un édifice qui se nomme nouvelle France ». C'est Stalingrad après la reconstruction.

Dans la foulée, au fil des pages, on évoque « un 'empereur' providentiel », un homme qui « reste fasciné par les gens de culture, pas par les politiques », un personnage dont « même les échecs deviennent romanesques », jusqu'à cette confidence de Jacques Attali, qui fut son cerveau droit : « Assez vite, je me suis dit qu'il serait un jour Président ». Il paraît même qu'il l'a pronostiqué dès sa naissance, grâce à un don de visionnaire hors norme.

Paris Match compare d'office Emmanuel Macron à John Kennedy. On retrouve l'inévitable Jacques Attali, qui explique: « Macron, un homme exceptionnel, un aimant qui attire la chance ». On apprend que le nouveau président a mené une campagne « à l'américaine », ce qui est la

marque suprême de la modernité. On lit qu'il « fait de son âge et de sa décontraction une arme fatale », tel Alain Delon dans ses films de jeunesse.

"Un petit prince chez les jésuites"

On découvre qu'au lycée de la Providence, à Amiens, il fut « un petit prince chez les jésuites », et qu'il avait « un look de poète mais déjà le tempérament d'un chef ». On précise que sa vie « est un vrai roman de Stendhal ». On ajoute que du temps de l'ENA, il était « déjà la star ». On découvre que pendant son stage à la préfecture de l'Oise, les secrétaires étaient « sous le charme de ce bourreau de travail au sourire perpétuel ».

Au passage, Stéphane Bern, qui a bien étudié sa vie, son œuvre et son parcours, exulte : « Il a la vraie noblesse de cœur et d'intelligence qu'on ne rencontre que chez les 'royaux' ». Quant aux premiers membres du mouvement En Marche, ils sont formels : « Il a les lettres de Mitterrand et les chiffres de Rocard ». Et rien de Mendès-France, de Léon Blum ou de Jaurès? Comme c'est dommage.

Pour la filiation Mitterrand, soyons juste, on peut s'en référer à Frédéric Mitterrand, qui confie au Figaro : « La France va être amoureuse de Macron...Il va y avoir un sentiment très profond d'attachement, de séduction devant les utopies qu'il met en scène, mais aussi d'émotion devant sa fragilité ». On sent le scénario d'un futur documentaire enamouré pour une grande chaîne de télévision. On en pleurerait.

"Un collecteur de rayons de soleil et de séismes"

Et puis il y a Le Point, tout aussi enthousiaste. Dans son éditorial, Franz-Olivier Giesbert va droit au but en écrivant, le stylo entre les dents : « Emmanuel Macron est mort s'il laisse passer les cent premiers jours de son quinquennat sans réaliser, à la hache, l'essentiel de son programme, notamment la simplification et l'assouplissement du droit du travail ». A la hache, donc. Et pourquoi pas au char d'assaut ?

L'alter ego de FOG, Etienne Gernelle, fait d'Emmanuel Macron un « Machiavel » à la française. Nicolas Baverez le rêve en De Gaulle. Visionnaire, le philosophe allemand Peter Sloterdijk, qui voit chez Jean-Luc Mélenchon des « traits fascisants », écrit du nouveau président : « Il y a du médiumnique en lui...C'est une personnalité qui fonctionne comme un émetteur-récepteur : c'est un collecteur de rayons de soleil et de séismes encore peu perceptibles dans le pays ». Après Madame Soleil, Monsieur Macron.

Mais ce n'est pas fini. Pour Romano Prodi, ex-Président de la Commission de Bruxelles, « il peut être le leader d'une Europe forte ». Arielle Dombasle dit du nouvel élu et de son épouse : « J'aime que ce couple soit né dans les paroles de Marivaux, Musset et Diderot. Il y a entre eux une conversation inachevée ». Quant à l'ineffable Bernard Henry Lévy, il compare le successeur de François Hollande à Hoche, Saint-Just, Bonaparte, Benazir Bhutto, Kennedy, Jacques Decour et Théodore Roosevelt. Puis il conclut : « Il y a dans sa passion joyeuse, dans son optimisme juvénile et raisonné, fervent et didactique, quelque chose qui, d'ores et déjà, répond au malaise dans la civilisation française ». Fermez le ban.

Dans L'Alouette, pièce sur Jeanne d'Arc, Jean Anouilh faisait dire à l'un de ses personnages : « La propagande est une chose sommaire. L'essentiel est de dire quelque chose de très gros et de le répéter souvent, c'est comme cela qu'on fait une vérité ». Certains ont compris la leçon. marianne.net10.05

**L'intronisation d'Emmanuel Macron tourne à l'extase chez les commentateurs télé par Xavier Frison - marianne.net**

À l'occasion de la passation de pouvoir entre François Hollande et Emmanuel Macron, certains journalistes ont viré "gagas". Exemple avec France 2 et BFMTV.

Une partie de la presse avait déjà tressé des lauriers en or massif à Emmanuel Macron, au soir de sa victoire du 7 mai. Pour son investiture au cours de la passation de pouvoir avec François Hollande ce 14 mai, certaines chaînes de télévision n'ont pas moins versé dans la flagornerie.

En ce dimanche matin, le service public était particulièrement en forme, à l'heure de semer sur le parcours du nouveau président mille qualificatifs plus élogieux les uns que les autres. Compilés par certains twittos, dont le journaliste Samuel Gontier, les saillies des commentateurs de France 2 ne laissent guère planer de doutes sur la cote d'amour d'Emmanuel Macron auprès de ces derniers. Florilège.

Laurent Delahousse orchestre "ces instants républicains", avec une myriade d'envoyés spéciaux dans les rues de Paris. La seule remontée des marches en courant du nouveau président suscite l'admiration : "Il a monté les marches quatre à quatre, à une vitesse incroyable. Ça rappelle Jacques Chaban-Delmas", apprécie le journaliste Franck Ferrand.

Tandis que les figures obligées de la passation de pouvoir se déroulent sans surprise particulière, le plateau de France 2 est en ébullition : "C'est l'investiture la plus romanesque de la Ve République", "On est véritablement dans le roman, et même, osons le mot, dans l'épopée". Rien que ça. Et quand Laurent Delahousse y va de sa description du nouveau président, voilà le résultat : "Ce visage, ce masque d'Emmanuel Macron, cette gravité qui arrive".

Le journaliste vedette de France 2 peut bien feindre de demander si "les Français avaient besoin d'être réassurés sur la présidentialisation d'Emmanuel Macron ?", pour lui, il n'y a aucun doute. D'ailleurs, quand Emmanuel Macron prend une femme en larmes dans ses bras, "c'est le protecteur de la Nation" qui se présente à nous. "Des personnes se sont réfugiées dans ses bras. Autrefois, les rois touchaient les écrouelles le lendemain du sacre, il y a un peu de ça", lâche un intervenant, dans une comparaison tout en simplicité.

Invité sur le plateau, l'ancien patron du Monde Eric Fottorino voit lui en Emmanuel Macron "un alliage". Et pas de la camelote, s'il vous plaît : "Les aciéries font des métaux spéciaux. Il est d'un autre métal." Plus fort, plus rare, plus indestructible, cela va de soi.

Serge Moati, lui, est marqué au fer par Gérard Collomb, incapable de retenir ses larmes au moment de serrer la main de celui en qui il a cru avant bien d'autres : "L'image de Gérard Collomb bouleversé, ça me fait penser à Mitterrand embrassant Mendès-France", estime le journaliste.

Et puis, le type a "de la gueule", selon un autre intervenant sur le plateau de France 2 ce dimanche matin. D'ailleurs, Nathalie Saint-Cricq ne se sent "pas autorisée en tant que femme à dire qu'il a le physique de l'emploi", renvoyant cette responsabilité incongrue à ses collègues masculins, mais il se passe clairement quelque chose dans le cœur de la patronne du service politique de la chaîne.

"Il y a cinq ans, on parlait de la pluie, là on parle d'Emmanuel Macron. Quelque chose a changé", entend-on encore sur le plateau.

Au moment où Emmanuel Macron revient de son petit tour de voiture à l'Élysée, costume détrempé, en refusant le parapluie tendu par un membre du personnel, c'est l'éclat de rire charmé sur le plateau de France 2. Même rigolade quelques secondes plus tard, quand on entend Emmanuel Macron dire sur le perron "Je vais me changer, je pense". Les commentateurs s'extasient devant tant d'autodérision.

Sur BFMTV, on avait choisi un consultant bien particulier en la personne de Mounir Mahjoubi, candidat La République en marche pour les législatives et proche d'Emmanuel Macron. Une façon d'éviter les remarques de pisse-froid en ce jour de gloire pour le nouvel arrivant à l'Élysée. En complément, un curieux dispositif permettait d'entendre Ruth Elkrief au téléphone, dans une liaison qui donnait l'impression que l'éditorialiste de BFMTV avait été envoyée à Bagdad. Elle s'exprimait en fait de la salle de presse de l'Élysée, mezza voce pour ne pas déranger les confrères. Ce qui ne l'a pas empêché d'en faire des tonnes : "C'est la marque d'Emmanuel Macron, s'extasie Ruth Elkrief après le premier discours du nouveau président. Tout en rendant hommage à tous les présidents qui l'ont précédé (...) lui, il veut trancher. C'est le personnage Macron qui parle, sa jeunesse, son énergie, sa volonté de rendre les choses différentes".

Ludovic Vigogne, journaliste à l'Opinion, estime pour sa part que Macron a la baraka : "On voit que l'alignement des planètes continue pour Emmanuel Macron : aujourd'hui il fait beau, et en plus la passation d'Emmanuel Macron tombe un dimanche. C'est génial, ça permet une audience maximale, tous les Français peuvent être devant leur télé et assister aux premiers pas d'Emmanuel Macron. Et puis ça va permettre peut-être à plus de badauds d'être sur les Champs-Élysées".

Le fait de ne pas encore connaître le nom de celui qui sera le Premier ministre d'Emmanuel Macron, annoncé le lendemain ? Sur le plateau de BFMTV, on s'enflamme : "On est vraiment dans l'invention d'une politique, la redéfinition d'une fonction en direct, c'est très inédit."

Vers 14h, le journaliste en plateau sur BFMTV pouvait lâcher, en guise de résumé, à l'évocation d'Emmanuel Macron remontant les Champs Élysées sur un véhicule de l'armée : "On retiendra quand même cette image spectaculaire d'Emmanuel Macron sur cet engin militaire". On retiendra aussi sans doutes ces envolées des commentateurs, tout aussi spectaculaires. marianne.net 14.05

### **Commentaires d'internautes**

1- "Sur Europe 1 il était question d'un "sacre". Ces journaloux ont perdu tout sens commun. Pour avoir d'honnêtes informations nous devons désormais nous brancher sur l'étranger. Pitoyable."

2- "La presse qui depuis pas mal de temps n'est souvent plus qu'un organe de propagande gouvernemental et en particulier a poussé de manière honteuse au résultat de l'élection actuelle semble encore une fois franchir un seuil dans le léchage de bottes, ce coup-ci en sombrant dans le plus grand ridicule.

Entendre des choses comme "ces yeux-là vous rendent président" ou "Des personnes se sont réfugiées dans ses bras. Autrefois, les rois touchaient les écrouelles le lendemain du sacre, il y a un peu de ça." dans la bouche de journalistes est quand même hautement inquiétant et devrait normalement conduire toute personne dotée d'un cerveau à se rendre compte de l'état de décrépitude des médias.

La conclusion logique de ce billet en tout cas me semble qu'il va devenir complètement impossible de trouver la moindre information dans les journaux ou à la TV sur le gouvernement pour la période de 5 ans qui débute et qu'on ne sera abreuvés que de louanges plus ou moins déguisées.

Donc encore plus qu'avant, il semble qu'il va falloir éviter à tout prix de lire ou d'écouter ces torchons, il faut se renseigner ailleurs, c'est une question de salubrité mentale."

3- "On peut qualifier ce cinéma de pornographique, non?"

Quel bonheur d'y échapper!

J'attends la suite avec une très grande impatience. Plus dure sera la chute."

4- "C'est l'extase totale chez pratiquement tous les journalistes et économistes qui sévissent dans nos médias , mais est-ce vraiment étonnant quand on sait que Macron veut appliquer une politique économique qui servira les intérêts des employeurs de ces mêmes journalistes !

Et certains osent appeler encore la France une démocratie !"

5- "Ces propos sont délirants et franchement comiques.

D'autant plus comiques qu'on devait en lire de semblables dans la Pravda aux pires moments du stalinisme le plus implacable.

Mais il faut bien voir que tous ces concours de niaiserie grégaire viennent de la bande des 9.

Ces milliardaires, stars du Cac 40 , qui possèdent tous les médias, et qui doivent fort bien rémunérer tous ces serviteurs de luxe du système.

Mais une chose sera fort cruelle : toutes ces déclarations indignes et hautement stupides vont ressortir lorsque la politique de Macron aura plongé le pays dans un marasme plus grand encore qu'au temps d'Hollande ( ce qui relève de l'exploit ).

Et là ça va faire mal, très mal ..."

### **La "lessive" Macron qui lave plus blanc que blanc.**

Dans Envoyé Spécial, Macron se compare à une "lessive"... comme l'avaient fait plusieurs de ses détracteurs - huffingtonpost.fr

Dans Envoyé spécial sur France 2, diffusé jeudi 11 mai, on peut entendre cette phrase du président élu : "Je fais vendre, comme une lessive". Il s'exprimait au sujet de l'engouement médiatique autour de lui pendant la campagne présidentielle.

Avant lui, nombreux sont ses détracteurs à avoir utilisé la même image. Michel Onfray avait ainsi ironisé : "tout est fait pour que le jour où vous ayez besoin d'une lessive, vous achetiez la lessive Macron".

La journaliste Charline Vanhoenacker s'était également amusée lors d'une chronique dans "L'émission politique" : "Vous me faites penser à ce baril de lessive nouvelle formule... Quand on l'ouvre, y'a Jacques Attali qui en sort".

Avant d'apporter son soutien au candidat d'En Marche!, François Bayrou avait lui aussi utilisé cette formule, pour fustiger l'engouement autour d'Emmanuel Macron. huffingtonpost.fr 12.05

### **En complément**

- Renseignement Changement en série dans les services - Liberation.fr

DGSE, DGSI, «cellule anti-El»... Les nouveaux venus seront vraisemblablement issus du cercle de Macron ou de celui de Le Drian.

- Administration Les hauts fonctionnaires priés d'être loyaux - Liberation.fr

Le nouveau chef de l'Etat prévoit de remanier la haute administration, via des contrats d'objectifs et une ouverture à des figures du privé.

### **Dans quel pays est-ce possible ?**

Il rêvait de s'appeler Hitler, c'est désormais chose faite.

Un Nazi autoproclamé a officiellement été «rebaptisé» Isidore Heath Hitler lundi dernier. Voici le rêve de toute une vie qui s'est enfin réalisé... Il a pu changer son nom de famille en Hitler lundi dernier, 8 mai, jour de la capitulation définitive de l'Allemagne nazie en 1945 et marquant la fin de la Seconde guerre mondiale

« C'est génial. Mon permis de conduire est modifié, mon assurance, mon enregistrement, tout ce dont j'avais besoin est modifié... Je suis le nouvel Hitler! », raconte le jeune homme, visiblement enthousiasmé.

Au cours d'une audience du tribunal des affaires familiales convoqué pour examiner le cas de son plus jeune fils, M. Hitler serait entré dans le Palais de Justice habillé en uniforme nazi.

D'après l'enregistrement de l'audience, le tribunal lui a conseillé de se faire aider. Cependant, le « nouvel Hitler » a refusé net sous prétexte que son psychiatre était d'origine juive.

Réponse : Aux Etats-Unis, bien sûr! (Source : Sputnik France 14 Mai 2017)

### **Quelle attitude adoptée face aux membres ou aux sympathisants de FI ?**

Prenons comme exemple l'UE. Eux ils sont majoritairement pour demeurer dans l'UE, nous nous sommes pour la rupture avec l'UE. Nous ne sommes manifestement pas sur la même longueur d'onde, donc nous n'allons pas essayer de les convaincre de quoi que ce soit, et cela vaut pour n'importe quelle question sur laquelle nous sommes en désaccord avec eux. Puisqu'ils ne sont pas convaincus de la nécessité de rompre avec l'UE, toute tentative de les convaincre du contraire reviendrait à vouloir leur imposer une position qui ne correspond pas à la conclusion de leur réflexion, donc qui ne serait pas le produit de leur propre expérience.

Nous savons qu'ils ne sont pas en mesure de justifier sérieusement ou de manière cohérente leur position, donc nous n'allons pas aller sur leur terrain. Nous allons nous borner à leur exposer la nôtre qui repose uniquement sur des faits qui se sont déroulés depuis le traité de Rome. Des faits qui se sont traduits par des effets ou des conséquences qui eux aussi sont des faits. Et l'enchaînement de ces faits témoignera de l'orientation de l'UE depuis 1950 jusqu'à nos jours sans qu'on ait besoin de les interpréter ou de les caractériser. C'est de la logique pure, matérialiste, dialectique, de sorte qu'elle est incontestable. Le seul moyen de la contester consisterait à s'écarter de la réalité ou verser dans le déni, ce qui ne mène à rien sinon à recourir à un moment ou un autre à des moyens malhonnêtes pour le justifier, ce qui est détestable.

Nos interlocuteurs peuvent y recourir malgré eux, inconsciemment ou en étant de bonne foi, parce qu'ils croient ce qu'on leur a raconté sans se douter que cela ne correspond pas à la réalité. 99,99% d'entre eux ignorent d'où vient vraiment l'UE, qui, quoi, comment, quand, ils n'en savent rien précisément. Ils le sauraient que cela ne leur servirait à rien, au départ ou pour le moment, donc il serait inutile d'attaquer par là, nous garderons cela pour la fin en leur montrant que tout se tient, et que les réponses à ces questions confirment notre conclusion.

Nous allons tout simplement nous installer sur notre terrain de classe et ne plus en bouger, de sorte que les différents acteurs qui ont contribué à façonner l'UE apparaissent sur leur propre terrain de classe qui n'est évidemment pas le nôtre, sans même avoir à les citer, du coup sans

même avoir à l'évoquer on saisira leurs réelles intentions qui sont évidemment inavouables, les faits vont parler d'eux-mêmes sans avoir à y ajouter quoi que ce soit, on les laissera parler à notre place, ils se suffiront à eux-mêmes tout au long de notre argumentation, de manière à ce qu'à aucun moment on donne l'impression d'interpréter les faits à l'aide d'une théorie ou d'une doctrine ou de recourir à des formules ou des principes ou je ne sais quel subterfuge subjectif pour les influencer, on fera donc en sorte que ce reproche ne leur vienne pas à l'esprit pour se concentrer uniquement sur les faits et s'y tenir.

Demandez-leur s'ils peuvent citer une seule réforme sociale collective que l'UE aurait adoptée depuis le traité de Rome. Il n'en existe pas et nous le savons. L'UE n'a fait que contribuer à une formidable régression sociale dans tous les domaines, j'entends sur les questions essentielles : Conditions de travail, temps de travail, durée du travail, Code du travail, contrat de travail, retraites, Sécurité sociale, santé, éducation, services publics, liberté individuelle, paix, etc. il suffit de ramener les faits à une simple question : En quoi l'UE a-t-elle eu une action bénéfique pour les travailleurs dans tous ces domaines ? En rien, nulle part. En fait, ce sont nos interlocuteurs qui doivent être amenés à se la poser si nous nous en sommes tenus à cette conduite. Pas besoin d'énumérer des faits précis, tout le monde est censé faire le même constat, tout le monde sait que la situation s'est dégradée ou aggravée dans tous les domaines pour en avoir fait l'expérience directement ou indirectement par le biais des membres de notre famille, nos relations, nos collègues de travail, etc. Nous nous en tiendrons à l'essentiel.

De toutes manières, en dehors des aristocrates et de l'élite qui les sert, toutes les catégories, couches ou communautés de la population ont subi les effets négatifs de la politique de l'UE et des gouvernements qui se sont succédés depuis plus de 30 ans dans tous les domaines cités plus haut, donc faire prévaloir qu'une d'entre elles auraient bénéficié d'un traitement de faveur, ce ne serait qu'à la marge ou dérisoire à côté de la dégradation de leur condition, à notre connaissance ce traitement de faveur ne s'applique pas à leur condition de travail, leur temps de travail, leur durée du travail, leur retraite, etc. personne n'a été épargnée par la politique antisociale de l'UE.

Comme quoi s'est confortable de s'en tenir à notre terrain de classe, je vous le conseille, avec un peu d'entraînement cela devient spontané, sans à produire d'effort on vient facilement à bout de ce genre d'argument qui ne sert qu'à faire diversion ou à nous détourner de l'essentiel, si vos interlocuteurs ne sont pas des imbéciles ou des gens de mauvaise foi ils en conviendront eux-mêmes, parce que c'est évident.

Les faits sont accablants pour l'UE, au-delà pour le capitalisme. Du coup on n'a même plus besoin de justifier notre conclusion, elle s'impose d'elle-même.

Si nos interlocuteurs la rejettent, c'est parce qu'ils ont décidé de se détourner des faits, peut-être parce qu'ils s'accommodent de leurs conséquences ou ils bénéficient d'un statut privilégié qui les aide à les supporter, auquel cas ils ne se sentent pas concerner par tous ceux qui les subissent ou ne les supportent pas, dans ce cas-là leur engagement politique n'est destiné qu'à servir leurs intérêts individuels et il n'a rien à voir avec une quelconque cause collective et ne présente aucun intérêt.

Il est donc indispensable de s'entendre dès le départ avec nos interlocuteurs sur le sens de notre engagement politique, quelle cause il doit servir, individuelle ou collective, étendue aux besoins ou aspirations de l'ensemble des exploités et des opprimés.

En ouvrant à l'écran des articles de presse, j'ai observé qu'ils étaient accompagnés de brèves vidéos. En général je ne les regarde pas car je n'en ai pas le temps et cela me semble inutile, cependant par curiosité j'ai visionné celles qui donnaient la parole à des militants de FI pour écouter un peu leurs discours. Et là j'ai découvert que des travailleurs de 25 à 45 ans environ expliquaient que c'était la première fois de leur vie qu'ils s'étaient engagés en politique, qu'ils participaient à une expérience politique dans une structure, parce qu'ils avaient senti que le

moment était venu de le faire et qu'ils ne pouvaient pas s'en tenir à des idées ou à un rôle de spectateurs parce que la situation était trop grave, ils avaient décidé de franchir le pas en ayant bien conscience qu'ils avaient tout à découvrir en manifestant un enthousiasme sincère...

Le courriel fielleux reçu d'un militant ou sympathisant du POID : "*Terminer au cul de Mélenchon, candidat au poste de premier ministre de Macron.....encore bravo !!*" C'est tout ce qu'il a trouvé comme argument en réponse à ma longue démonstration des derniers jours destinée à justifier mon soutien aux candidats de FI lors des législatives.

J'aurais pu lui répondre que ce courant politique avait produit les Jospin, Cambadélis et bien d'autres pourritures, et que ses dirigeants avaient passé leur temps à lécher le cul de Bergeron, Blondel et Mailly qui tous avaient leur carte du PS, à quoi bon remuer la merde, sinon prendre le risque d'être incommodé par ces miasmes... Bref, chacun aura apprécié l'élégance du procédé. Dégueulasse, tirez la chasse !

Revenons à ces travailleurs qui de leur propre initiative ont décidé de rejoindre FI.

J'ai trouvé cela très bien, et je me suis dit qu'il valait mieux les encourager à persévérer, plutôt que les traiter avec mépris ou condescendance ou pire les prendre pour des cons comme le font les donneurs de leçons ou les gauchistes dont le bilan calamiteux parle de lui-même. C'est de là que m'est venue l'idée de réfléchir à la meilleure méthode pour m'adresser à eux

Si je militais dans un parti, je serais heureux de constater que des centaines de milliers de travailleurs se mobilisent ou s'organisent, même si ce n'était pas dans mon parti, pour résister à la politique du gouvernement, je me dirais qu'en tissant des liens avec eux je pourrais peut-être en recruter certains une fois l'heure sonnée de la désillusion qui ne tarderait pas à venir. Ils sont honnêtes et sincères, alors pourquoi adopter un ton belliqueux à leur égard, parce qu'ils sont bourrés d'illusions, notre propre expérience de militant devrait au contraire nous inciter à faire preuve de modestie pour avoir colporté des théories foireuses auprès des travailleurs ou avoir accordé notre confiance à des dirigeants qui n'étaient finalement que des imposteurs ou qui nous ont trahis.

J'ai décrit plus haut quel était mon état d'esprit à l'égard des militants et des sympathisants de FI et la méthode pour s'adresser à eux, qui à mon avis devrait les déstabiliser ou ne devrait pas les laisser indifférents, les faire réfléchir.

C'est uniquement nos propres expériences qui nous conduisent à adopter telle ou telle idée ou comportement, orientation, et personne ne peut se substituer à nous ou nous convaincre de quoi que ce soit si nous n'y sommes pas préparé ou si les conditions ne sont pas réunies.

Quand on a compris cela, on ne cherche plus à imposer nos idées, on se borne juste à les soumettre aux autres travailleurs en se disant qu'un jour ou l'autre ils les partageront si elles étaient correctes, parce qu'elles correspondaient aux tâches ou aux objectifs politiques qu'ils devaient réaliser pour avancer vers leur émancipation du capital.

**Néostalinisme. Qu'on se le dise, il y en a qui ne doutent décidément de rien.**

ParDem - L'enjeu principal des élections législatives des 11 et 18 juin sera le score obtenu par les candidats du Parti de la démondialisation.

Quant à la France Insoumise, elle reprend le modèle désastreux du Premier ministre grec de Syriza, Monsieur Tsipras. Sa soumission au système est totale après avoir fait croire l'inverse. C'est la seule roue de secours du système européen en France si le consensus sur le statu quo reposant sur des candidats classiquement néolibéraux ne fonctionne plus. Ce n'est certes pas du

tout le premier choix de l'oligarchie, mais cela constitue bel et bien le dernier, si tout le reste échoue. ParDem

L'art du lieu commun pour justifier la division qui profitera à Macron et ses alliés.

Et tout cela pour quoi, devinez, redorer le blason des institutions de la Ve République :

ParDem - Les vrais enjeux politiques sont de récupérer des institutions démocratiques. ParDem

### **Le matraquage continue plus que jamais**

Et dire que pas un seul parti ouvrier n'a appelé au boycott avant le premier tour...

- Macron, une ascension météorique portée par une bonne étoile - AFP

Une bonne dose d'intuition, une part de risque et un joli concours de circonstances ont conduit Emmanuel Macron à l'Elysée en empruntant la voie express, quelques mois après avoir lancé son parti et chamboulé le paysage politique, à 39 ans seulement.

- 6 caractéristiques qui font d'Emmanuel Macron un leader - Le Huffington Post

- Ce que Jean-Michel Macron, le père d'Emmanuel Macron, a apporté à la science - Le Huffington Post

- Le selfie de Macron vaut le détour(nement) - Le Huffington Post

### **Le plus dur reste à faire et c'est cela qui les rend fou !**

**Législatives 2017: PS, Modem, LR, société civile... Les comptes d'apothicaire de Macron - huffingtonpost.fr**

Pour tenir sa double promesse de recomposer et renouveler la scène politique, le mouvement du président est contraint de marcher sur un fil.

En Marche, combien de divisions? Pour tenir sa double promesse de recomposer la scène politique française tout en renouvelant ses acteurs, Emmanuel Macron se retrouve contraint de jouer les juges-arbitres et ses amis les experts-comptables d'un délicat équilibre politique. La brève polémique provoquée par la colère de François Bayrou sur le nombre d'investis Modem aux élections législatives, précédée par les couacs des premières investitures concédées, ont démontré à ceux qui en doutaient à quel point il est difficile de faire table rase du passé tout en cherchant à constituer une majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Après 24 heures de négociations, la fièvre est retombée côté Modem. Et les candidats de La République En Marche (LREM), réunis en séminaire ce samedi 13 mai, ont pu saluer le retour au calme. "Nos deux piliers n'ont pas changé depuis le lancement d'En marche!: le renouvellement et le rassemblement", a répété son secrétaire général Richard Ferrand, en préconisant de "faire l'Histoire sans petites histoires!". Manière de tourner la page des ratés de ces derniers jours.

"Le renouvellement que vous représentez devant moi n'a jamais été réalisé avant sous la Ve République", a plaidé Emmanuel Macron selon des personnalités présentes, demandant à ses candidats de ne "jamais (être) des assis, des installés, des habitués".

Mais l'apaisement avec l'allié François Bayrou a un prix: selon les informations du Monde, le président du Modem aurait obtenu près d'une centaine de circonscriptions pour les siens contre 38 lors de la présentation initiale des 428 premières investitures. Un "accord politique" qui doit encore être confirmé et qui ne va pas faciliter la tâche des cadres d'En Marche!, soucieux de préserver les équilibres entre les ralliés socialistes, écologistes, centristes, Les Républicains et les candidatures issues de la société civile, mises en avant comme le gage du renouveau que veut incarner le jeune président de la République.

La gauche très ou trop bien servie?

Parmi les critiques exprimées à voix haute par François Bayrou, celle d'un trop grand nombre d'élus sortants et/ou d'anciens membres du PS. De fait, En Marche! admet que 153 investitures ont été attribuées soit à des socialistes ou ex-socialistes, à quelques écologistes pro-gouvernement ou encore à des radicaux de gauche.

Sur les 23 parlementaires ou suppléants sortants investis, tous appartenaient à la majorité sortante, dont une très nette part (16) de socialistes. Dans le lot, une ministre écologiste de François Hollande, Barbara Pompili, investie dans sa circonscription de la Somme.

A cela, il faut ajouter le choix d'En Marche! de ne pas investir de candidat contre des membres ou d'anciens membres du gouvernement, dont le très emblématique Manuel Valls, Jean-Marie Le Guen, Stéphane Le Foll, Marisol Touraine, Myriam El Khomri ou Ségolène Neuville.

Pour se défendre de "recycler" les sortants du PS, le parti présidentiel met en avant le fait que 70 à 100 députés PS sortants avaient à l'origine sollicité leur investiture, dont de nombreux proches de Manuel Valls. En vain.

Une minorité LR / UDI peut-être appelée à grossir

Face à la déferlante de la majorité sortante, la droite et le centre-droit peuvent s'estimer lésés. Parmi les 428 premières investitures, on ne compterait qu'une quarantaine d'apparentés LR/UDI et aucun parlementaire sortant. De quoi nourrir l'impression que LREM ne marche que sur une seule jambe, la gauche.

Pour donner le change, d'anciens collaborateurs de droite ont été investis, dont deux collaboratrices de l'ancienne équipe Juppé, Aurore Bergé et Marie Guévenoux ainsi qu'un ancien collaborateur de Jean-Pierre Raffarin, Blaise Mistler. Autre appel du pied qui n'a échappé à personne: pour l'heure, En Marche! n'a investi personne face aux députés sortants LR Bruno Le Maire, Thierry Solère ou Franck Riester. Le juppéiste Gilles Boyer, dont c'est la première candidature, et les anciens suppléants de Christian Estrosi et de Edouard Philippe sont également épargnés.

La stratégie de conserver une marge de 150 circonscriptions gelées jusqu'à mercredi est assumée: permettre des ralliements de dernière minute du côté des Républicains et du centre. Le choix d'un premier ministre issu de ces rangs pourrait accélérer le mouvement.

Avantage à la société civile... sur le papier

Si la reconstitution macroniste s'apparente bien à un grand jeu de vases communicants, il ne faut pas nier le réel effort de renouvellement des candidatures choisies. Sur le papier, les candidats néophytes et/ou sans appartenance partisane font une entrée remarquable dans l'aventure En Marche!. Comme l'a détaillé avec grand soin la direction du parti présidentiel, 197 candidats retenus n'avaient jusqu'ici aucun passé politique notable.

Ce choix non plus ne s'est pas fait sans difficulté, entre des candidats qui n'avaient pas demandé à l'être et ceux qui ont dû céder la place à des ténors ou à des personnalités médiatiques, comme le champion des maths Cédric Villani ou le juge Eric Halphen.

Mais pour mesurer l'ampleur véritable du renouvellement annoncé, il faudra attendre le 18 juin, date du second tour des législatives. Histoire de vérifier que les circonscriptions les plus favorables n'ont pas été réservées aux seuls sortants. [huffingtonpost.fr](http://huffingtonpost.fr) 13.05

### **En Marche!: une partie du PS "recyclée"... mais de nombreux recalés - AFP**

En Marche, usine à "recycler" du PS comme l'en accusent ses adversaires? Le parti d'Emmanuel Macron a certes investi plus d'une vingtaine de députés sortants de gauche, mais il fait valoir que beaucoup de postulants socialistes ont été recalés.

Dans la première vague de 428 candidats annoncée jeudi, 22 députés sortants de gauche (seize PS, une ex-PS, deux radicaux de gauche et trois écologistes), et une sénatrice MoDem, Leila Aïchi.

Le secrétaire général d'En Marche!, Richard Ferrand, qui espère convaincre des élus de droite de rejoindre le parti d'Emmanuel Macron, a promis de faire connaître d'ici mercredi le nom des derniers impétrants. Les dosages peuvent donc encore changer avant la clôture des candidatures, vendredi.

D'autant que François Bayrou, qui s'estimait lésé par de premiers arbitrages accordant un nombre selon lui insuffisant d'investitures au MoDem dans des circonscriptions gagnables, a annoncé dans la nuit la conclusion d'un accord "équilibré" avec la République en Marche!

"In fine, il devrait y avoir maximum 10% de députés sortants investis, souligne un député proche de M. Macron. Jamais un grand parti n'a fait cela! (...) Et quand la droite explique que ça penche du côté du PS... ça n'est pas l'avis des députés PS qui frappent à la porte!"

Christophe Borgel, en charge des élections au PS, souligne pour sa part qu'"il y a beaucoup moins de députés (sortants) investis que ce que certains annonçaient".

Pour le député de Haute-Garonne, il ne devrait pas y avoir plus de "7 ou 8" députés issus du PS parmi les dernières investitures du parti présidentiel attendues la semaine prochaine.

Selon des sources à En Marche! et au PS, entre 70 et 100 députés PS sortants ont sollicité l'étiquette du parti de M. Macron.

Parmi ceux finalement choisis, de nombreux fidèles de la première heure du président élu : Richard Ferrand, Christophe Castaner, Jean-Jacques Briday, Stéphane Travert...

Les députés Réformateurs (l'aile droite du PS) sont aussi bien représentés, dans le sillage du sénateur-maire de Lyon Gérard Collomb, qui a été l'un des premiers soutiens de M. Macron.

Mais parler de "recyclage du PS, c'est absolument faux", souligne une source proche des Réformateurs, qui déplore notamment qu'une députée de cette tendance, Bernadette Laclais, se soit vu refuser l'investiture au profit du MoDem Patrick Mignola en Savoie.

Un autre député, proche de Manuel Valls, déplore même "une volonté d'éradication de tout un tas de gens!" "On n'est pas vraiment dans la bienveillance", souligne-t-il. Le député Malek Boutih n'a ainsi pas obtenu l'investiture En Marche! Pas davantage qu'un autre proche de M. Valls, Hugues Fourage.

L'ex-Premier ministre lui-même a bénéficié d'un compromis: il ne pourra pas se revendiquer d'En Marche!, mais il évite un adversaire macroniste. D'autres de ses proches, comme Gilles Savary, Philippe Doucet ou Olivier Dussopt n'auront pas cette chance.

"Je ne comprends pas les règles intransigeantes d'En Marche! Macron veut faire table rase du passé mais au détriment de sa future majorité", s'énervait mardi auprès de l'AFP M. Savary.

Pour l'un de ces députés, les vallsistes ont été plutôt moins bien traités que les "Hollandais" dans les arbitrages d'En Marche! - en tout cas pour l'instant. Parmi les ministres n'ayant pas d'adversaire désigné: Stéphane Le Foll, Marisol Touraine, Myriam El Khomri, Ségolène Neuville... mais pas Juliette Méadel.

Pour "limités" qu'ils soient, ces transferts du PS à En Marche! contribuent en tout cas à "clarifier" la situation au PS, déchiré depuis le début du quinquennat entre son aile droite et son aile gauche.

"Avec le départ d'une partie des Réformateurs, et celui de Manuel Valls, oui il y a une clarification", souligne un proche de l'ex Premier ministre.

Dans un message posté jeudi soir, M. Valls a annoncé agir désormais en "homme libre", laissant entendre qu'il se passerait de l'étiquette PS pour briguer un nouveau mandat dans la première circonscription de l'Essonne.

"L'objet de Manuel Valls n'est plus la recomposition du PS, elle est malheureusement impossible", avait affirmé mardi à l'AFP Malek Boutih. AFP 13.05

### **Que la bête meurt !**

- "Mort" du PS : Manuel Valls persiste et signe - lepoint.fr

L'incendie de la maison socialiste continue. Et les déclarations de Manuel Valls de cette semaine ajoutent de l'huile sur le feu. Mardi 9 mai, il franchissait le Rubicon pour certains de ses proches au parti en annonçant vouloir se présenter sous l'étiquette La République en marche pour les législatives de juin. Sur RTL, il doublait même cette annonce d'un constat : « Ce Parti socialiste est mort, il est derrière nous, pas son histoire et ses valeurs, mais il doit se dépasser », avait affirmé Manuel Valls. La porte restait ouverte pour une refondation. Elle semble désormais close.

Samedi, l'ancien Premier ministre en a rajouté une couche, selon Le Monde. Dans son édition du 13 mai, le quotidien rapporte cette phrase lancée en privé par Manuel Valls : « L'histoire est finie pour le PS. Tout le monde le sait, mais on va quand même aux législatives en faisant semblant d'être toujours ensemble, c'est pathétique. » lepoint.fr 13.05

### **En famille. Le dernier numéro d'un "marchand d'illusions".**

Si vous ne l'aviez pas encore compris, vous comprendrez ici pourquoi je n'ai pas appelé à voter Mélenchon.

### **- Mélenchon fixe l'objectif de La France insoumise, "gouverner le pays" - AFP**

Ridiculisant des "marchands d'illusions, des faussaires, des gens qui viennent avec une pancarte et se préparent à faire le contraire", "une troupe qui bêle en cadence", Jean-Luc Mélenchon a réaffirmé sa volonté d'incarner le seul vote d'opposition de gauche pour ces élections législatives. "Nous avons un drapeau clair, net, sans tache, honnête, loyal, fier, il s'appelle la France Insoumise et ya basta!", a-t-il crié sous les applaudissements. (Quand vous aurez lu la suite, vous aurez

envie de lui répondre que les taches figuraient dans les non-dits ou que c'était lui la tache, le faussaire ! - LVOG)

Jean-Luc Mélenchon a fixé samedi pour objectif à son mouvement, La France insoumise, d'obtenir une majorité au terme des législatives de juin pour se mettre en position de "gouverner le pays". (Et en plus il est mégalomane ! - LVOG)

"La France insoumise sera sans doute le mouvement qui rassemblera le plus de députés", a lancé M. Mélenchon lors de la convention nationale des candidats de son mouvement à Villejuif (Val-de-Marne).

"Nous sommes candidats partout, avec comme objectif gouverner le pays et constituer une nouvelle majorité", a-t-il ajouté, espérant que les 7 millions de voix (19,6% des suffrages) qu'il a obtenues au premier tour de la présidentielle donneront à son mouvement l'élan nécessaire pour remporter le scrutin des 11 et 18 juin.

"La France insoumise propose aux électeurs d'organiser une nouvelle cohabitation, de mettre en échec la politique macroniste", a-t-il dit. "Nous le pouvons, c'est à portée de main, que viennent les jours heureux!" (La cohabitation à laquelle il a participé avec Chirac avait été le prélude aux "jours heureux"... des actionnaires du CAC40 ! - LVOG)

Le chef de La France insoumise a loué les vertus de la cohabitation: quand Lionel Jospin a été le Premier ministre de Jacques Chirac, cela "a été le moment le plus positif pour la France avec la mise en place des 35 heures: nous avons alors créé plus d'emplois qu'à aucun moment en France". (Et le record en matière de privatisations, "les jours heureux", quoi ! Rien que ce passage montre qui est vraiment Mélenchon pour ceux qui ne le savaient pas encore. Et qu'il se fout éperdument de notre sort. - LVOG)

En revanche, "le président Macron a prévu de faire passer par ordonnances, cet été, une série de mesures d'une extrême gravité", a-t-il mis en garde.

Le premier vote qu'Emmanuel Macron mettra à l'ordre du jour du Parlement "sera un vote de renoncement demandé à une Assemblée soumise, et nous, nous sommes pour la composition d'une Assemblée insoumise", a lancé le candidat arrivé quatrième au premier tour de la présidentielle.

Selon lui, "la négociation entreprise par entreprise sur des questions comme les horaires de travail ou les salaires, c'est jeter tout le pays dans une compétition entre les travailleurs et les entreprises, surtout dans les plus petites". "C'est un projet de contre-révolution et de violence sociale terrible qui frappe un siècle et demi d'avancées sociales", a-t-il affirmé, qualifiant de "crevards" les députés socialistes tentés de rejoindre le mouvement d'Emmanuel Macron.

Evoquant la jeunesse du nouveau président (39 ans) et son expérience à lui (il a 65 ans), M. Mélenchon a encore estimé qu'il faut que ce jeune homme soit tempéré de sa folie par un homme âgé qui s'occupera du peuple". AFP et huffingtonpost.fr 13.05

Parce que la France de la finance de Macron serait compatible avec celle du peuple de Mélenchon ? Un aveu.

### **Pas de candidat France insoumise face à des communistes ayant parrainé Mélenchon - AFP**

La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon ne présentera pas de candidats aux législatives face à des députés communistes sortants ayant parrainé la candidature présidentielle de Jean-Luc Mélenchon, a annoncé samedi son directeur de campagne, Manuel Bompard.

"Le comité électoral a décidé que nous ne présenterions pas de candidats là où des communistes sortants ont adressé leur parrainage à Jean-Luc Mélenchon", a déclaré M. Bompard lors d'une convention nationale des candidats de La France insoumise à Villejuif (Val-de-Marne).

Cette déclaration intervient alors que, après des mois d'une entente fragile, le Parti communiste et La France insoumise ont renoncé il y a quatre jours à trouver un accord pour les législatives, un échec dont les états-majors se rejettent la responsabilité.

"Certains dirigeants s'en prennent à nous, nous ne voulons pas entrer dans ces polémiques", a seulement dit M. Bompard samedi.

Cette convention nationale de La France insoumise doit permettre aux candidats venus de toute la France de lancer véritablement la campagne pour les législatives des 11 et 18 juin, dont l'objectif est de faire du mouvement la première force d'opposition à gauche, pour "refuser de donner les pleins pouvoirs au gouvernement Macron".

"C'est une grande fierté que de voir revenir dans le combat civique des gens dégoûtés de la politique", a déclaré M. Bompard, assurant que "tout cela ne s'arrêtera pas aux législatives".

"Le rassemblement", a-t-il poursuivi, "ne peut se faire au détriment d'une cohérence politique", ajoutant: "Nous avons proposé un cadre cohérent et homogène, La France insoumise, et un programme."

"A tous ceux qui regardent vers nous, nous leur disons "ne regardez pas l'ancien monde, venez avec nous construire le monde nouveau", a lancé M. Bompard. "Nous ne demandons à personne de déchirer sa carte de parti."

"Pour être efficaces, nous devons être cohérents dans la lignée de la présidentielle et c'est à cette condition que nous pourrions obtenir la majorité", a-t-il aussi souligné. AFP 13.05

---

## **INFOS EN BREF**

### **POLITIQUE**

#### **Allemagne**

En Allemagne, le parti conservateur d'Angela Merkel a remporté dimanche un scrutin régional clé en Rhénanie du Nord-Westphalie.

La CDU de la chancelière devance avec 34,5 % le SPD de Martin Schulz qui, avec 30,5 %, enregistre son pire score historique dans le Land le plus peuplé d'Allemagne, qu'il dirigeait jusqu'à présent, selon des sondages de sortie des bureaux de vote dimanche soir. Ce scrutin régional avait valeur de test à quatre mois des législatives. Pour les sociaux-démocrates, c'est une défaite retentissante, au moment où le parti traverse une période difficile. AFP 14.05

---

## **SOCIAL ET SOCIÉTÉ**

## **Emploi : la terrible prédiction de la Banque mondiale - Les Echos**

"L'automatisation pourrait faire disparaître près de 70 % des emplois dans les pays en voie de développement, selon le directeur de l'institution." Source : Les Echos

## **Une "banquise" de bouteilles en plastique recouvre le fleuve Congo à Kinshasa - France 24**

" Depuis plusieurs mois, la principale artère fluviale de Kinshasa est recouverte d'une épaisse couche de déchets, constituée pour l'essentiel de bouteilles en plastique. Selon notre Observatrice, ces détritiques, dispersés partout dans la capitale de la RD Congo faute de politique de gestion des déchets efficace, arrivent là à cause des fortes pluies." Source : France 24

---

## **ECONOMIE**

### **BCE**

- Cinq pays détiennent 90% des liquidités injectées par la BCE - Reuters 02.05

Environ 90% de l'excédent de liquidités injecté par la Banque centrale européenne (BCE) pour soutenir l'activité économique dans la zone euro ont profité à cinq des plus riches pays de la région, montre mardi une étude de la banque centrale.

Elle cite "l'aversion au risque" parmi les raisons expliquant le fait que ces liquidités se concentrent en Allemagne, en France, aux Pays-Bas, au Luxembourg et en Finlande alors que dans d'autres pays, des banques dépendent encore de la BCE pour se fournir en liquidités.

En clair, les banques des pays les plus riches restent réticentes à prêter des liquidités à l'étranger près de dix ans après l'éclatement de la crise financière et en dépit des efforts entreprises par la BCE pour assurer la cohésion de la zone et favoriser le crédit.

"Il semble qu'après la crise financière, une augmentation généralisée de l'aversion au risque et des limites plus prudentes en matière de risque interne au sein des banques continuent de limiter les flux de liquidités transfrontaliers et la redistribution interbancaire des liquidités au sein de la zone euro", résumant les 14 auteurs de l'étude.

La BCE a distribué environ 1.500 milliards d'euros d'excédent de liquidités (le solde entre les liquidités déposées par les établissements bancaires auprès des banques centrales et les réserves obligatoires) depuis 2015 par le biais d'achats de titres sur les marchés et d'opérations de refinancement à long terme à des taux extrêmement faibles.

Mais le fait que ces liquidités restent concentrées dans les pays les plus riches de la zone euro au lieu d'irriguer ceux qui semblent en avoir le plus besoin risque de nuire à l'efficacité de cette politique et montre que l'objectif de l'Union européenne de créer une véritable union bancaire est très loin d'être atteint.

L'étude publiée mardi montre que 60% des montants consacrés par la BCE et les banques centrales nationales à des achats d'obligations finissent en Allemagne, entre autres sur des comptes détenus en territoire allemand par des banques britanniques. La France en a quant à elle reçu 20%.

Les auteurs de l'étude expliquent aussi la concentration des liquidités dans les cinq pays cités par des facteurs extérieurs comme le fait que les banques les plus saines attirent davantage de

déposants ou les nouvelles dispositions réglementaires qui freinent les prêts interbancaires. "Les retours des banques et une analyse approfondie suggèrent que les obligations réglementaires et les modèles économiques des banques ont une forte influence sur le niveau de liquidités excédentaires détenues au niveau de chaque banque", dit l'étude.

**haut de page** ↗

---

**Le 14 mai 2017**

## **CAUSERIE**

C'est dimanche, notre seul jour de repos en Inde, ce matin j'en ai profité pour faire un peu de ménage, les articles d'avril ont été archivés, la rubrique *Articles d'actualité* a été actualisée, et les causeries ont été formatées en pdf, 197 pages d'infos et d'analyses, qui dit mieux ?

J'ai récolté les infos d'hier. On verra cela demain.

Mélenchon a été égal à lui-même en revendiquant le bilan du gouvernement Jospin sous Chirac (auquel il avait participé en tant que secrétaire d'Etat à la formation professionnelle) qui fut le champion des privatisations, il fallait oser le dire, bref, on n'en attendait pas davantage de lui. Deux semaines auparavant, il avait bien affirmé que les syndicats confédérés avaient adopté une position correcte avant le second tour, allant jusqu'à dégoter une de leurs déclarations qu'il avait soigneusement sélectionnée, alors qu'en réalité ils avaient déjà appelé à voter Macron, vous vous en souvenez, nous l'avions mentionné dans une causerie.

Ceux qui se disent les plus honnêtes ou qui prétendent diffuser la vérité, sont en réalité des faussaires ou des falsificateurs professionnels de l'histoire, rien de nouveau.

Nous soutenons le mouvement FI de Mélenchon parce que c'est le seul à rassembler ou mobiliser des centaines de milliers de travailleurs et jeunes contre Macron et sa politique, alors que tous les autres partis végètent chacun dans leur coin, dans leur bulle, en étant totalement coupés des masses et incapables de les organiser, rongés par un gauchisme légendaire ou un complexe de supériorité qui les a conduit à soutenir le PS pendant près de 70 ans et à vivre à ses crochets par le biais des appareils des syndicats, et à mépriser tout mouvement de masse qui aurait émergé notamment contre le PS.

Ils ne peuvent pas comprendre ce qui distingue un mouvement d'un parti, comme ils n'ont jamais compris que le parti ne pouvait rassembler que les travailleurs les plus conscients susceptibles d'accéder au socialisme, et que tous les autres disposant de niveaux de conscience intermédiaires devraient être organisés dans une structure différente, tant par sa nature, ses statuts, son rôle et ses objectifs politiques, éventuellement son programme qui forcément ne serait pas socialiste et comporterait bien des illusions que l'expérience pratique s'emploierait à briser.

Quels rapports avoir avec le mouvement de Mélenchon, La France insoumise ?

Tout d'abord il ne faut le ramener ou l'identifier à la personne de Mélenchon ou ses dirigeants, à leurs déclarations, c'est ce que font les faussaires qui le dénigrent ou le méprisent pour être plus précis. Nous avons caractérisé Mélenchon de charlatan une multitude de fois, et nous n'avons aucune raison de modifier cette appréciation, il vient d'ailleurs lui-même de confirmer qu'elle était amplement justifiée.

Ensuite, il faut se demander dans quelle situation politique intervient ce mouvement, après l'élection de Macron dont les intentions n'ont pas été révélées sur le plan politique, le processus entamé avec la liquidation du PS est loin d'être achevé, il a un rapport avec la refonte des rapports entre les classes qui à terme doivent tenir compte de la prise du pouvoir par l'oligarchie et se solder par la spoliation de tous les droits politiques des travailleurs, qui se retrouveraient dans une situation comparable à celle des travailleurs américains privés de tout droit politique depuis déjà des lustres sans que le mouvement ouvrier n'ait été en mesure de se refonder, l'oligarchie demeurant sans ennemi de taille à rivaliser son pouvoir absolu, nous avons évoqué brièvement cet aspect-là hier.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, les élections présidentielles et législatives demeuraient le seul terrain où les travailleurs pouvaient encore exercer leur droit politique pour orienter la société dans une direction favorable à la satisfaction de leurs besoins ou aspirations, tout du moins telle était l'illusion à laquelle ils étaient amenés à croire, l'objectif de Macron sera de la supprimer car elle est source d'instabilité, dorénavant vous ne devrez plus croire qu'il serait possible de changer la société par l'intermédiaire de vos représentants, vous devrez vous en remettre aux seuls partis habilités par le régime oligarchique, La République en marche ou Les Républicains. Vous aurez compris que c'est une chape de plomb qui va s'abattre sur vous, tous vos droits et le peu de liberté dont vous disposiez si Macron parvient à ses fins, l'oligarchie. Aux Etats-Unis le régime est totalitaire, et le problème c'est que les travailleurs et les militants l'ignorent encore ou ne comprennent pas ce que cela signifie pour le peuple américain.

Pour cette raison nous soutenons le mouvement FI de Mélenchon, sans cautionner ses dirigeants ni leur programme. Non pas pour que FI obtienne la majorité absolue à l'Assemblée nationale, ni que Mélenchon devienne Premier ministre de Macron puisque ces deux hypothèses sont farfelues, mais pour permettre, d'une part de mettre en difficulté Macron en l'obligeant à recourir à l'union nationale dès le premier jour de son quinquennat parce que son parti n'obtiendra pas la majorité absolue à l'Assemblée nationale, d'autre part afin que les travailleurs soient représentés et conservent l'espoir que tout est encore possible, de sorte qu'ils ne sombrent pas dans une profonde dépression qui les laminerait, car c'est ce qui s'est produit aux Etats-Unis, pour qu'ils trouvent la force de se mobiliser en masse contre Macron et le régime le moment voulu, sans qu'on sache à l'avance sur quoi cette mobilisation pourrait déboucher si Macron perdait le contrôle de la situation, je sais que cette opportunité est mince, mais elle existe, et temps qu'elle existera nous devons soutenir tout mouvement qui s'inscrit dans cette perspective, inconsciemment cela va s'en dire, tout autre attitude serait suicidaire ou consisterait à dire que nous avons perdu d'avance la guerre de classe et qu'on doit abandonner la perspective du socialisme, nous ne pouvons, nous ne devons pas nous résoudre à cette défaite définitive.

Nous poursuivons le combat politique sur la base du programme de la révolution socialiste tout en sachant que Mélenchon, son mouvement et son programme y sont opposés, et nous conservons notre entière liberté de parole et d'action, ainsi nous ne renions rien, nous ne bradons pas nos principes, nous restons fidèle à notre idéal.

FI porte des revendications sociales que nous partageons, nous sommes également pour la rupture avec l'OTAN, mesure hautement plus importante que la sortie de l'UE quand on sait que c'est l'économie d'armement qui sert de volet d'entraînement du capitalisme au stade de l'impérialisme pourrissant. Nous ne soutenons pas les illusions qu'il colporte par ailleurs, surtout dans l'UE qui est le volet économique de l'OTAN, nous combattons ces illusions en s'en tenant aux faits et non en recourant au mépris ou à l'invective comme le font les gauchistes du NPA, de LO, du POI et du POID dont la crise n'est pas étrangère à celle du PS et du PCF.

Nous ne tenons pas à faciliter l'élection des candidats du parti de Macron, de LR ou du PS contrairement aux gauchistes. Nous nous tenons au côté des travailleurs et des militants qui entendent infliger une première défaite politique à Macron lors des législatives. A suivre.